

unselfishly, so that we can promote the general welfare of the peoples of the world, so that the blessings of liberty can come to those who are yet in bondage, and these blessings can remain for their posterity.

Let us dedicate ourselves to remove selfishness, pride, and selfish sovereignty; let us make intercession for guidance and assistance through the future, so that we may see in our lifetime peoples of all races and colours living in a world of peace, of plenty and of security.

The PRESIDENT: The next meeting of the General Assembly will take place on Monday, 22 September, at 11 a.m.

The meeting rose at 1.53 p.m.

EIGHTY-EIGHTH PLENARY MEETING

- Held in the General Assembly Hall at Flushing Meadow, New York, on Monday, 22 September 1947, at 11 a.m.

President: Mr. O. ARANHA (Brazil).

15. Continuation of the general debate

The PRESIDENT: The representative of Syria will address the General Assembly.

Mr. EL-KHOURI (Syria): It would be superfluous for me to echo here the clamour for peace heard from every pulpit and tribune in the world and featured in every issue of the Press all over the globe. The peoples of the world are in deadly earnest and in dire need of having their fears allayed and their anxieties calmed. Words can be of little use in pacifying this agonizing anguish clutching at their hearts and nerves. The sponsors of this Organization felt the pressing necessity for an efficient device to remedy the malady of our world by securing for mankind freedom from fear.

The Charter of the United Nations was meant to be the instrument for this device. Fifty-five nations composing this powerful Organization for peace—all of them supposed to be peace-loving—pledged themselves to the new undertaking. During the last two years they have been endeavouring to lay a solid foundation upon which to erect this peace structure, but till now the progress achieved has been rather insignificant.

War, with all its horrors still fresh in our minds, casts its inimical shadows on this situation. War and talk of war are still a feature of our age, as of all the ages, and the earnest efforts consistently made here are just as consistently neutralized by selfish exhibitions of national ambition. Small nations do not possess the necessary implements to maintain world peace, although they can sometimes disturb it. It is the great Powers which have

égoïsme, le meilleur de nous-mêmes pour assurer le bien-être général des peuples, et pour que les bienfaits de la liberté puissent aller aux peuples encore en esclavage, qui les transmettront à leurs descendants.

Efforçons-nous de faire abstraction de l'égoïsme, de l'amour-propre, et de la souveraineté exclusive; faisons en sorte que règne à l'avenir un esprit d'entraide et d'assistance afin que notre génération puisse voir les peuples de toutes races et de toutes couleurs vivre dans l'abondance et la sécurité dans un monde pacifique.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): La prochaine séance de l'Assemblée générale aura lieu le lundi 22 septembre, à 11 heures.

La séance est levée à 13 h. 53.

QUATRE-VINGT-HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue dans la salle de l'Assemblée générale à Flushing Meadow, New-York, le lundi 22 septembre 1947, à 11 heures.

Président: M. O. ARANHA (Brésil).

15. Suite de la discussion générale

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant de la Syrie.

M. EL-KHOURI (Syrie) (*traduit de l'anglais*): Il est inutile que je me fasse ici l'écho de toutes ces voix qui réclament si vivement la paix, voix qui se font entendre du haut de toutes les tribunes du monde et se reproduisent dans chaque article de journal à travers le monde. Les peuples du monde sont alarmés et éprouvent un besoin profond que l'on apaise leurs craintes et calme leur anxiété. Ce n'est guère par des mots que l'on peut dissiper cette angoisse qui étirent les cœurs et exacerbe les nerfs. Ceux qui ont créé cette Organisation ont senti l'impérieuse nécessité de trouver un moyen efficace qui pût guérir le monde de son affliction, en libérant l'humanité de la peur.

La Charte des Nations Unies devait être ce moyen. Cinquante-cinq nations qui composent cette puissante Organisation créée en vue de la paix et qui sont toutes considérées comme pacifiques, se sont engagées à assumer cette tâche nouvelle. Au cours des deux dernières années, elles se sont efforcées de donner à la paix des fondations solides, mais elles n'ont jusqu'ici réalisé que des progrès plutôt insignifiants.

La guerre, avec tout son cortège d'horreurs encore présent dans nos esprits, jette, sur cette institution qui est la nôtre, une ombre menaçante. La guerre et les bruits de guerre caractérisent toujours notre époque, comme ils ont caractérisé toutes les époques passées. Les efforts sérieux que nous déployons continuellement ici sont continuellement neutralisés par d'égoïstes manifestations d'ambition nationale. Les petites nations ne possèdent

the resources and implements and which have the ultimate capacity to ensure peace.

To do so, however, they need good will, self-denial and a sense of justice. Only their loyal solidarity can guarantee and realize the aspirations of the world for peace and justice. The world must be convinced that full agreement and complete understanding prevail among the leaders of the world and the fashioners of its policy. Only that solidarity and good will can dissipate the dominating fear of war today, replacing it with tranquillity and confidence.

We all know the source of this fear. It is the extravagant rivalry that now exists among the great Powers, so clearly renounced in the premises of the United Nations. It is a rivalry, in effect, between two social doctrines. Some common ground must be found to extinguish the flames of this rivalry before they spread too far. It is the urgent duty of the rivals to find this common ground among themselves, if they really intend to be faithful to their pledges under the Charter and to the magnificent declarations which they fervently and proudly proclaimed before the tribunes of the world and of this association.

We should not, however, allow despair to overcome us and triumph over our hopes. We count on the sound instincts and fair judgment of these prominent leaders not to defy the billions of eyes gazing on them and imploring them for peace.

There are certain measures which can be taken by the United Nations to safeguard peace and thwart the threat of war, and consequently, to pacify to a great extent the anguish of the peoples of the world. Should a third war be waged, it is greatly feared that it will be an atomic war, and that it will put an end to our civilization. To intercept this horrible eventuality the United Nations must accelerate the conclusion of definite conventions to be pledged and ratified by Member States, aiming at the prohibition of the use of atomic weapons and all other weapons adaptable to mass destruction, and at ensuring the world of strict control of atomic energy in its production and use. This problem has been studied in the respective organs of the United Nations for about twenty months, and yet the concrete result is still not in sight.

The unfortunate discovery of the means of releasing the formidable energy of atoms is now spreading fright throughout the world and bringing the prospect of misery rather than bliss to millions of mankind. If we are unable to eliminate this dangerous invention by turning it back to the mysteries of nature, we should at least chain it

dent pas les moyens de maintenir la paix mondiale, bien qu'elles puissent quelquefois la troubler. Ce sont les grandes Puissances qui ont les ressources, les moyens, et, en dernier ressort, la possibilité d'assurer la paix.

Pour y réussir, il faut cependant qu'elles fassent preuve de bonne volonté, d'abnégation et du sens de la justice. Ce n'est qu'en restant loyalement unies qu'elles peuvent permettre aux désirs de paix et de justice du monde d'avoir droit de cité et d'être satisfaits. Le monde doit être sûr qu'il existe entre les dirigeants, entre ceux qui façonnent ses destins, un accord absolu et une parfaite harmonie. Seules, cette solidarité et cette bonne volonté peuvent dissiper, aujourd'hui dans le monde, la crainte de la guerre, et apporter aux esprits la paix et la confiance.

Nous connaissons tous l'origine de cette crainte. C'est la rivalité insensée qui existe en ce moment entre les grandes Puissances, à laquelle elles avaient clairement renoncé au moment où avait été créée l'Organisation des Nations Unies. En fait, il s'agit d'une rivalité entre deux conceptions sociales et il s'agit de trouver quelque terrain d'entente avant que cette rivalité n'ait trop enflammé les esprits et les discussions. Ces Puissances rivales doivent impérieusement trouver elles-mêmes ce terrain d'entente, si elles se proposent réellement d'être fidèles à leurs engagements, aux termes de la Charte, et aux déclarations magnifiques qu'elles nous ont, avec tant de ferveur et de fierté, fait entendre du haut des tribunes du monde et de cette Organisation.

Nous ne devons pas, cependant, nous laisser décourager, ni renoncer à nos espérances. Nous croyons que ces éminents dirigeants disposent d'assez de bon sens et de jugement pour tenir compte de ces millions de regards qui les suivent et qui les implorent de leur assurer la paix.

Les Nations Unies peuvent prendre certaines mesures pour garantir la paix, et juguler la menace de la guerre et, par conséquent, calmer dans une grande mesure l'angoisse qui étroit les peuples du monde. Si une troisième guerre devait éclater, on redoute vivement qu'elle soit marquée par l'utilisation d'armes atomiques qui mettront fin à notre civilisation. Pour éviter que cette horrible éventualité ne se réalise, les Nations Unies doivent se hâter d'élaborer des conventions précises que chaque Etat Membre devra ratifier et s'engage à respecter, conventions visant à interdire l'utilisation d'armes atomiques et de toutes autres armes de destruction en série, et visant aussi à garantir au monde que la production et l'utilisation de l'énergie atomique sont strictement contrôlées. Les organes compétents des Nations Unies ont étudié ce problème depuis vingt mois environ, et pourtant on n'entrevoit pas de résultats positifs.

Depuis que l'on a malheureusement découvert le moyen de libérer l'énergie formidable de l'atome, le monde est en proie à une peur envahissante, et, loin de croire le bonheur à portée de main, des millions d'êtres humains s'attendant à un regain de souffrances. Si nous ne pouvons pas faire que cette invention dangereuse ne soit plus

and render it incapable of sinking its fearful talons in the flesh of its prey.

Another measure which can be taken by the General Assembly for ensuring peace is the codification of international law in conformity with the principles and purposes of the Charter. The adherence of all Member States to this law will greatly help in establishing the relationships between the nations on a solid basis and in avoiding numerous incidents which cause disputes and which arise from opposing views on the clauses of international law dealing with mutual obligations. The committees designated to study this subject have worked well and prepared good proposals which will be studied by the proper Main Committee during this session. It may be hoped that this achievement will aid in adjusting the behaviour of nations in their international relationships.

One of the principal safeguards for peace is the reduction of armaments and armed forces. The Security Council started the work in this respect, and displayed considerable effort in this field, but it is to be pointed out that there have been some dilatory matters which should be settled before any final or complete action can be taken.

One of these matters is the conclusion of the peace treaties with all ex-enemy States on the basis of justice and equity with a view to obtaining a stable readjustment of all pending questions to the satisfaction of all nations concerned, so that they may consider large standing forces no longer necessary, and so that the Security Council will be enabled to fix the size of the force to be kept in each State for the maintenance of internal public order or for self-defence, under Article 51 of the Charter. To realize this end, the General Assembly may make recommendations to the State concerned to expedite the course of work in the peace conferences and to submit the final treaties to be registered in the Secretariat of the United Nations.

Another matter which ought to be settled prior to the reduction of armaments is that of fixing the size of forces to be placed by the Member States at the disposal of the Security Council, in implementation of the provisions of Article 43 of the Charter. The Military Staff Committee and the Security Council may be urged to achieve this task without further delay so that the Security Council may proceed to prepare the agreement to that effect and in order that it may possess the capacity to maintain or restore peace wherever and whenever it may be necessary. This sanction is the only efficient way for peace.

The veto practice has been exercised on frequent occasions by one or another of the permanent members of the Security Council. I do not deny that this practice has been avoided in some cases by simple abstention. On the other hand,

et s'en retourne aux zones mystérieuses de la nature, nous devons du moins l'enchaîner et la rendre incapable de marquer ses victimes de ses empreintes.

La codification du droit international conformément aux principes et aux fins de la Charte, constitue une autre mesure que peut prendre l'Assemblée générale pour assurer la paix. L'acceptation par tous les Etats Membres de ce code international contribuerait dans une large mesure à asseoir les relations internationales sur une base solide, et permettrait d'éviter de nombreux incidents qui engendrent des différends, et qui proviennent de vues opposées sur les articles du droit international qui fixent les obligations mutuelles. Les commissions chargées de s'occuper de cette question ont accompli un travail utile, et préparé d'excellentes propositions, qui seront étudiées au cours de cette session par la grande commission compétente; on peut donc en augurer du bien et espérer que l'on pourra régler harmonieusement le comportement des nations dans leurs rapports internationaux.

L'un des principaux moyens de garantir la paix est de réduire les armements et les forces armées. Le Conseil de sécurité a commencé à s'en occuper et a déployé à ce sujet des efforts considérables, mais il faut souligner qu'il convient, avant de pouvoir agir d'une façon définitive ou complète, de régler certains problèmes qui retardent la marche des travaux.

Par exemple, il faut conclure des traités de paix justes et équitables avec tous les Etats ex-ennemis de manière à rajuster les problèmes pendant d'une façon stable et à la satisfaction de toutes les nations intéressées; ces dernières alors ne considéreront plus qu'il est nécessaire de maintenir en permanence d'importantes forces armées, et le Conseil de sécurité pourra fixer à chaque Etat les effectifs qu'il est en droit de garder pour maintenir l'ordre public intérieur ou pour assurer sa légitime défense, conformément à l'Article 51 de la Charte. A cette fin, l'Assemblée générale peut, par des recommandations, inviter les Etats intéressés à accélérer le rythme de leurs travaux dans les conférences de paix et à présenter les traités définitifs à l'enregistrement par le Secrétariat des Nations Unies.

Avant de réduire les armements, il y a une autre question à résoudre, à savoir déterminer l'importance des forces que les Etats Membres doivent mettre à la disposition du Conseil de sécurité pour se conformer aux dispositions de l'Article 43 de la Charte. On peut insister auprès du Comité d'état-major et du Conseil de sécurité pour qu'ils terminent ce travail sans plus tarder afin que le Conseil de sécurité puisse commencer à préparer les accords qui y ont trait, et être en mesure de maintenir ou de restaurer la paix partout et chaque fois où il le faudra. Seule une sanction de ce genre peut assurer efficacement la paix.

Le droit de veto a été utilisé en de nombreuses occasions par l'un ou l'autre des membres permanents du Conseil de sécurité. Je ne conteste pas qu'on a évité dans certains cas d'y recourir, en se contenant de s'abstenir. Mais par contre, dans

and in other cases, in the opinion of the majority, it was used unnecessarily, but in the opinion of the vote-holder himself it was necessary. As long as the vote-holder has that privilege under Article 27 of the Charter, there is no possible way to limit his freedom in exercising that right whenever he deems it useful to his objectives.

Many delegations have advocated amending the Charter in respect to Article 27. When this question is discussed in one of the Committees, it must be remembered that such amendments cannot come into force without the concurrent consent of the five big Powers. Care must be taken in that respect for the integrity and solidarity of the United Nations Organization.

The admission of new Members has been obstructed by equivocal preconceptions of the permanent members of the Security Council. The qualifications of applicant States were not always measured by the requirements of the Charter. The idea of strengthening one *bloc* or weakening another played a principal role in the casting of votes. The Syrian delegation in this matter was actuated by Article 4 and paragraph 6 of Article 2 of the Charter, irrespective of any other responsibility. It would be advisable, in the present circumstances, for the General Assembly to make urgent recommendations to the Security Council to reconsider its resolution on this subject, especially after the ratification of the treaties, which were considered an obstacle and resulted in deferring for another time the consideration of five of the previous applicants.

The General Assembly in this session is seized with the problem of Palestine, by virtue of the report of the Special Committee constituted during the recent special session. For this purpose, my delegation, being primarily concerned with this subject because of the fact that Palestine is an integral part of Syria, may be allowed to dwell on this point. I feel obliged to explain to the General Assembly in this general debate the attitude of the Syrian Government and people regarding the report of the Special Committee, reserving the right of expanding on the details in the proper Committee.

As a first step, I venture to make a brief analysis of the recommendations presented by seven of the members of the Special Committee, to which the senior representative of the United States of America referred in his speech as worthy of being given "great weight" by the Government of the United States. I do not think he meant that his delegation must necessarily give full support to these recommendations, but in view of such a statement, I feel it appropriate that the General Assembly should be acquainted with the views of my delegation in this regard.

We consider these recommendations are not in conformity with the terms of reference of the Special Committee nor with the Covenant of the League of Nations, nor with the principles of the Charter of the United Nations, nor with the principles of justice, nor with the facts of history and

d'autres cas, on s'en est servi sans raison dit la majorité, avec raison dit le responsable; et aussi longtemps que l'Article 27 de la Charte confère ce privilège à un Etat Membre, il n'y a pas moyen d'empêcher ce dernier de s'en prévaloir chaque fois qu'il croira, par là, aider à la réalisation de ses desseins.

De nombreuses délégations ont demandé une révision de la Charte à propos de l'Article 27. Lorsque l'une des commissions discutera cette question, elle devra se rappeler que pour mettre en vigueur de tels amendements, il faut que les cinq grandes Puissances y consentent conjointement. Il faudra à ce propos tenir compte de la nécessité de maintenir l'intégrité et la solidarité de l'Organisation des Nations Unies.

Les membres permanents du Conseil de sécurité, obéissant à des idées préconçues et équivoques, ont empêché l'admission de nouveaux Membres. Pour juger une candidature, on ne s'est pas toujours reporté au critère donné par la Charte. Au moment de voter, on s'est surtout préoccupé d'augmenter la puissance d'un bloc ou d'affaiblir celle d'un autre. A ce propos, la délégation de la Syrie s'est laissé guider par l'Article 4 et par le paragraphe 6 de l'Article 2 de la Charte, sans tenir compte d'aucune autre considération. Dans les circonstances actuelles, il serait utile que l'Assemblée générale recommandât de façon permanente au Conseil de sécurité de procéder à un nouvel examen de sa résolution à ce sujet, surtout après que la ratification des traités écartant l'obstacle invoqué, ne permettra plus que l'on puisse renvoyer à plus tard l'examen de cinq des demandes antérieures d'admission.

Au cours de sa présente session, l'Assemblée générale se trouve saisie de la question de la Palestine, à la suite du rapport qu'a rédigé la Commission spéciale créée lors de la récente session extraordinaire. On voudra bien permettre à ma délégation, qui porte à la question un intérêt particulier du fait que la Palestine constitue une des parties intégrantes de la Syrie, d'insister sur ce point. Je me sens tenu d'expliquer à l'Assemblée générale, au cours de cette discussion, l'attitude du Gouvernement et du peuple de la Syrie à l'égard du rapport de la Commission spéciale, tout en me réservant le droit d'entrer dans les détails devant la Commission intéressée.

En premier lieu, je me hasarderai à analyser brièvement les recommandations présentées par sept des membres de la Commission spéciale, recommandations auxquelles le Chef de la délégation des Etats-Unis d'Amérique a fait allusion dans son discours en disant qu'elles méritaient que son Gouvernement leur reconnaisse "un grand poids". Je ne pense pas qu'il ait voulu dire par là que sa délégation devait nécessairement appuyer ces recommandations sans réserves mais, mis en présence d'une déclaration de cette nature, je juge utile de mettre l'Assemblée générale au courant de l'opinion de ma délégation à ce sujet.

Nous considérons que ces recommandations ne sont conformes ni au mandat de la Commission spéciale, ni au Pacte de la Société des Nations, ni aux principes de la Charte des Nations Unies, ni aux exigences de la justice, ni à la réalité historique, ni aux principes du droit des gens. On

the principles of public rights. The proposal recommended the partition of Palestine into two separate States, granting the lion's share to the Jews and depriving the rightful owners of the country of their homeland. The majority go so far, in their proposal, as to prepare a draft basis for a constitution, treaties and legislative bills to be forcibly imposed on the people of Palestine.

We cannot give weight to such recommendations; they violate one of the fundamental principles of the Charter—namely, the right of self-determination of peoples. This right of determining their fate and regime of government should belong to them alone, as well as the right to determine their relations with others.

In its terms of reference, the Special Committee was instructed by the General Assembly to study the question of Palestine in all its phases. One of these phases is the legal aspect, which should have been considered the most important, along with the political, social and economic aspects.

The Arab States, as well as several other delegations, raised this legal issue before the First Committee and before the General Assembly. They contested the legality of the Balfour Declaration and the exceptional terms of the Palestine Mandate. They emphasized the contradictory nature of these terms and their violation of and contradiction to the Covenant of the League of Nations, as well as to international law and the sacred rights of peoples. They presented substantial arguments to prove their points.

But the First Committee did not consider this legal aspect at all. It gave it no attention. It overlooked the question of the illegality of the documents which gave birth to this problem. The Committee restricted its efforts to dealing only with the symptoms of the disease rather than with its causes.

Had it not been for that Mandate and its exceptional terms and stipulations, and the extravagant imperialistic ambitions of the First World War victors, Palestine would have remained as it used to be for centuries, a province of Syria.

Moreover, the Special Committee did not confine its liberality towards the Jews within the terms of the Mandate, but went much further, bestowing upon them a sovereign State instead of a national home, which was all that was provided for in the Mandate. Its members took the liberty of giving the term "national home" much wider scope than was intended and interpreted by the authors of the Declaration and the authors of the Mandate themselves. The term "national home" was never construed to mean a sovereign State.

The Arabs revolted against the idea of the national home, which was made possible only by the invasion of their fatherland and the settlement upon their soil of foreign immigrants under the protection of the bayonets and armed forces of a great Power. The Arabs never thought that this national home would undergo a metamorphosis which would turn it into a sovereign State.

recommande de partager la Palestine en deux Etats distincts, donnant aux Juifs la part du lion et dépossédant de leur patrie les légitimes détenteurs du pays. Dans ses propositions, la majorité va jusqu'à préparer des projets de constitution, de traités et de lois destinés à être imposés de force à la population de la Palestine.

Nous ne pouvons attacher de valeur à de telles recommandations; elles violent l'un des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, à savoir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce droit de déterminer leur destin et de choisir leur mode de gouvernement devrait leur appartenir à eux seuls, ainsi que le droit de régler leurs rapports avec les autres peuples.

Dans le mandat qu'elle a donné à la Commission spéciale, l'Assemblée générale l'a chargée d'étudier la question de la Palestine sous tous ses aspects. L'un de ceux-ci est l'aspect juridique qui aurait dû être considéré comme le plus important, aussi bien que les aspects politique, social et économique.

Les Etats arabes, ainsi que plusieurs autres délégations, ont traité cette question juridique devant la Première Commission et devant l'Assemblée générale. Ils ont contesté la légalité de la Déclaration Balfour et les termes exceptionnels du Mandat sur la Palestine. Ils ont souligné le caractère contradictoire de ces termes et le fait qu'ils violent le Pacte de la Société des Nations aussi bien que le droit international et les règles sacrées du droit des peuples avec lesquels ils sont incompatibles. Ils ont présenté de solides arguments à l'appui de leur thèse.

Mais la Première Commission n'a nullement examiné cet aspect juridique. Elle ne lui a accordé aucune attention. Elle a négligé la question de l'illégalité des documents qui sont à l'origine du problème. La Commission s'est bornée à l'étude des symptômes de la maladie plutôt que de ses causes.

Sans ce Mandat, sans ses termes et ses stipulations exceptionnels, sans les ambitions impérialistes démesurées des vainqueurs de la première guerre mondiale, la Palestine serait restée ce qu'elle a toujours été pendant des siècles, c'est-à-dire une province de la Syrie.

De plus, la Commission spéciale n'a pas limité aux termes du Mandat sa générosité envers les Juifs; elle est allée beaucoup plus loin en leur octroyant un Etat souverain au lieu du "Foyer national" dont se contentait le Mandat. Les membres de la Commission ont pris la liberté de donner à l'expression "Foyer national" une portée beaucoup plus grande que celle qui avait été prévue et comprise par les auteurs de la Déclaration Balfour et par les auteurs mêmes du Mandat. Jamais l'expression "Foyer national" n'a été interprétée comme signifiant un Etat souverain.

Les Arabes se sont révoltés contre l'idée du Foyer national, qui ne pouvait se réaliser que par l'invasion de leur patrie et l'établissement sur leur sol d'immigrants étrangers protégés par les baïonnettes et les forces armées d'une grande Puissance. Ils n'ont jamais pensé que ce foyer national se métamorphoserait en Etat souverain.

The British Government, on many occasions and by decision of its Parliament, declared that it never intended to give the national home the significance of a State, and the Committee's majority surpassed in liberality even the gratuities of the Mandate.

The Special Committee gave no weight to the explicit promises of His Britannic Majesty's Government to King Hussein and other Arab officials and organizations in regard to recognizing the independence of Syrian districts, including Palestine.

During the second part of its first session, the General Assembly adopted a constitution covering all proceedings for the repatriation and resettlement of refugees and an agency was created for that purpose.¹ The Special Committee was not asked to interfere in the functions of that organization. In spite of the fact that the aforesaid constitution adopted by the General Assembly prohibited the re-settlement of refugees in non-self-governing territories without the consent of the indigenous inhabitants or when such contemplated settlement might disturb friendly relations among Member States, the Committee deliberately visited the refugee camps and proposed the admission of a large number of the refugees in these camps into Palestine against the express will and the determined refusal of the great majority of the people of Palestine and against the refusal of the neighbouring States.

The Special Committee, in its report, denied to the Arabs the right of independence, alleging that the Arabs had never been an independent separate State in the past. For more than thirteen centuries Palestine has been an integral part of the Arab and Ottoman empires, enjoying all the rights and privileges and bearing all the duties and responsibilities of the other provinces of the empire, including the prerogatives of independence and sovereignty. When any province is detached from an independent State of which it was an integral part, it is unfair to deny it the right of independence on such a flimsy allegation.

The Committee assumed that the Jews are a race and a nation entitled to cherish national aspirations. The Jews are not a nation. Every Jew belongs to a certain nationality. None of them in the world is now stateless or without nationality. In their entirety they embrace all the nationalities of the world. Nor are the Jews a race. The Children of Israel today are a very small fraction of the Jewry of the world, for the Jews are composed of all races of mankind from the Negroes to the blond, fair-skinned Scandinavians. Judaism is merely a religion and nothing else. The followers of a certain religious creed cannot be entitled to national aspirations.

Suppose the Quakers, who have their majority in the United States, were to rally their congrega-

¹ Reference is to the International Refugee Organization. See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session, resolution 62 (I)*.

Le Gouvernement britannique, en maintes circonstances et par une décision de son Parlement, a déclaré qu'il n'avait jamais voulu donner à ce Foyer national l'importance d'un Etat et la majorité de la Commission a été plus loin encore que les libéralités du Mandat.

La Commission spéciale n'a attaché aucune importance aux promesses explicites faites par le Gouvernement de Sa Majesté britannique au roi Hussein et aux autres dignitaires et organisations arabes, concernant la reconnaissance de l'indépendance des régions syriennes, y compris la Palestine.

Au cours de la deuxième partie de sa première session, l'Assemblée générale a adopté une constitution prévoyant le rapatriement et la réinstallation des réfugiés et une organisation a été créée à cet effet¹. La Commission spéciale n'avait pas à empiéter sur les attributions de cette Organisation. En dépit du fait que la constitution précitée, adoptée par l'Assemblée générale, interdisait la réinstallation des réfugiés dans des Territoires non autonomes sans le consentement de leurs habitants autochtones ou lorsque la réinstallation envisagée était susceptible de nuire aux relations amicales entre les Etats Membres de l'Organisation, la Commission a, de propos délibéré, visité des camps de réfugiés et a proposé l'admission en Palestine d'un grand nombre de réfugiés de ces camps, cela contre la volonté expresse et le refus obstiné de la grande majorité de la population de la Palestine et contre le refus des Etats voisins.

Dans son rapport, la Commission spéciale a refusé aux Arabes le droit à l'indépendance, en alléguant que les Arabes n'avaient jamais dans leur passé constitué un Etat indépendant. Depuis plus de treize siècles, la Palestine a été partie intégrante des empires arabe et ottoman, jouissant de tous les droits et privilèges et assumant tous les devoirs et les responsabilités des autres provinces de l'empire, y compris les prerogatives d'indépendance et de souveraineté. Lorsqu'une province est détachée d'un Etat indépendant dont elle faisait partie intégrante, il n'est pas équitable de lui refuser le droit à l'indépendance sous un prétexte aussi futile.

La Commission s'est placée dans l'hypothèse que les Juifs constituent une race et une nation ayant le droit de nourrir des aspirations nationales. Or, les Juifs ne constituent pas une nation. Tout Juif possède une certaine nationalité. Aucun d'eux n'est actuellement dans le monde sans nationalité. Dans leur ensemble ils se rattachent à toutes les nationalités du monde. Ils ne constituent pas davantage une race. Les enfants d'Israël ne représentent aujourd'hui qu'une très petite fraction du judaïsme mondial car les Juifs se composent de toutes les races de l'humanité, depuis les Noirs jusqu'aux Scandinaves blonds et pâles. Le judaïsme n'est qu'une religion et rien d'autre. Or, on ne peut reconnaître aux croyants d'une religion donnée le droit à des aspirations nationales.

Supposons que les Quakers, qui vivent en majorité aux Etats-Unis, veuillent réunir leurs

¹ Il est fait allusion ici à l'Organisation internationale pour les réfugiés. *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session, résolution 62 (I)*.

tions and demand that the United States Government should satisfy their national aspirations for a national home and give them some state like Texas, for instance, to be established for them as a sovereign State. I do not know what would be the attitude and the reaction of the leaders of United States policy in such a case.

There are many religions in the world. The Charter did not recognize the establishment of any State on the basis of religion. States are established on the basis of their existence as nations, irrespective of religion, creed, faith, colour, race, and so on.

The Committee assumed the validity of the Jewish claim to Palestine on the basis of historical rights in that country. What are these historical rights? In the report of the Committee, it is stated that the Jews had a dynasty in Palestine two thousand years ago. Everybody knows that all civilized rules of prescription hold that when rights are neglected for such a long time, they are lost. Even the right to property would be proscribed after the lapse of a few years — a maximum of thirty years. But after 2,000 or 2,500 years, what kind of right would be based on historical rights?

Everybody knows how the Jews first came to Palestine. They were not the original inhabitants of Palestine. They came from outside as invaders, massacring everybody before them, and killing every living creature in order to take a small part of Palestine on the eastern side in the mountains. Even Jerusalem was not occupied by them until the days of David in the tenth century before Christ.

According to the proposal of the majority of the Special Committee, the Jewish State is to be on the seacoast. The seacoast was always held and fought for by the Philistines. The name of Palestine is taken from the Philistines of history, of antiquity, who fought against the Jews and strove with them for a very long period, and did not allow them to reach the seacoast. The country now given to the Jews was never occupied by the Jews and the Jews never settled there. It is not a historical principle which has been adopted. It is simply some fantastic dream of the Zionists who wish to have that country for themselves. When the Jews had that dynasty in Palestine, 2,500 years ago, there were many other tribes and nations which flourished at that time. They all disappeared, and do not exist now. There were the Babylonians, the Sumerians, the Akkadians, the Assyrians, the Phoenicians and the Hittites.

There were so many nations that contributed greatly to the civilization of the world and which were stronger and more powerful than the Jewish dynasty. Yet we find none of them in existence now. They were not exterminated; they were assimilated by their invaders and became adapted to the environments in which they found themselves. Of the peoples of antiquity only the Jews maintain their isolation and seclusion, to the dissatisfaction and anger of their compatriots and their neighbours, who never failed to molest and persecute them, on each occasion giving to the

congrégations et demander au Gouvernement des Etats-Unis de répondre à leurs aspirations à un foyer national en leur donnant un Etat quelconque, le Texas, par exemple, pour en faire un Etat souverain. Je ne sais quelles seraient alors l'attitude et la réaction des dirigeants de la politique des Etats-Unis.

Il existe de nombreuses religions dans le monde. La Charte n'a pas reconnu la possibilité d'établir un Etat sur une base religieuse. Les Etats sont établis sur la base de la conception de la nation, indépendamment de toute question de religion, de croyance, de foi, de couleur, de race, etc.

La Commission a admis la validité des revendications juives sur la Palestine en se fondant sur les droits historiques des Juifs sur ce pays. Quels sont ces droits historiques? Le rapport de la Commission parle d'une dynastie juive en Palestine il y a deux mille ans. Chacun sait que dans tous les pays civilisés la règle de prescription joue pour tous les droits qui n'ont pas été exercés pendant une période aussi longue. Le droit de propriété lui-même s'éteint après un délai de quelques années — trente ans au maximum. Mais après 2.000 ou 2.500 ans, à quelle sorte de droit pourrait-on trouver une base historique?

Chacun sait comment les Juifs sont arrivés en Palestine. Ils n'ont pas été les premiers habitants de la Palestine. Ils sont venus de l'extérieur, en envahisseurs, massacrant tous ceux qui se trouvaient devant eux et tuant toute créature vivante afin de s'emparer d'une petite partie de la Palestine, sur le versant est des montagnes. Jérusalem même n'a été occupée par eux qu'à l'époque de David, au dixième siècle avant Jésus-Christ.

D'après la proposition de la majorité de la Commission spéciale, l'Etat juif doit être situé sur la côte. Or la côte a toujours été tenue et défendue par les Philistins. Le nom même de la Palestine provient de ces Philistins de l'histoire, de l'antiquité, qui ont combattu les Juifs pendant très longtemps et ne leur ont jamais permis d'atteindre la côte. Le pays qu'on donne maintenant aux Juifs n'a jamais été occupé par eux et ils ne s'y sont jamais installés. Ce n'est donc pas sur un principe historique qu'on se fonde. Il s'agit tout simplement d'un rêve chimérique des Sionistes qui désirent s'approprier le pays. Lorsque les Juifs vivaient sous cette dynastie de Palestine, il y a 2.500 ans, bien d'autres tribus ou nations étaient également florissantes à cette époque. Elles ont toutes complètement disparu: c'étaient les Babyloniens, les Sumériens, les Akkadiens, les Assyriens, les Phéniciens et les Hittites.

Toutes ces nations avaient grandement contribué à la civilisation du monde et elles étaient plus fortes et plus puissantes que la dynastie juive. Pourtant, nous n'en trouvons plus une seule actuellement. Elles n'ont pas été exterminées, elles ont été assimilées par leurs envahisseurs et se sont adaptées aux conditions du milieu dans lequel elles se sont trouvées. Seuls, parmi les peuples de l'antiquité, les Juifs maintiennent leur isolement et leur solitude, au déplaisir et à la colère de leurs compatriotes et de leurs voisins qui n'ont jamais manqué de les molester et de les persécuter, don-

world a problem of refugees; a problem of displaced persons. Not a single century in history has been free from such a problem as we now face. The world has always been faced with the problem of Jewish refugees and displaced persons and Jewish persecution at some time or other. Why is that? The only reason is the special manner of life which the Jews adopt for themselves and to which they adhere in spite of all the developments and the metamorphoses which have taken place all over the world for all nations. The Jews are all alone, and the United Nations now is faced with the last, but not the least, of these problems. It is as important as any of the previous problems.

In order to solve this problem, I understand that the Jews wish to have a sovereign State. It would be extraordinary to find judges who would admit that claim and admit also the historical claim for Palestine. It would be very strange to reach that point of view.

The USSR prepared a way to satisfy this Jewish aspiration, as it was asserted that they have aspirations which ought to be satisfied. The USSR gave them a certain area which was vaster than Palestine, and called it the Jewish Socialist Republic of Birobidzhan. Birobidzhan has an area, as I have said, which is more than double the area of Palestine, and already there are about 200,000 Jews who have immigrated there and who are very happy. The country there is sufficient to contain perhaps all the displaced Jews, and more than that number. They say it can contain about four million people. The soil there is very fertile, and there are rich mineral deposits and virgin forests. They have established textile and other industries there. They are exporting to other countries.

I do not see why the International Refugee Organization has not thought of taking the displaced Jews of Europe to that country to live happily with their co-religionists and save the world from this problem which has given so much annoyance and difficulty to all the Members of the United Nations and the world in general.

Finally, in that respect, I should like to state that the Arabs are convinced that the United States of America, whose money finances the widespread Zionist propaganda and their terroristic underground activities, is able, if it wishes, to put an end to all these evils, and render, by such an act of justice and fairness, an honest service in support of the principles of the United Nations. United States arms and money are freely sent to other countries to aid a majority against the opposition of a minority within the same nation. But in the case of Palestine, United States arms and money are willingly sent to aid a minority of intruders against the lawful indigenous majority, and against the mandatory authority itself. It requires a great amount of tolerance and hypocritical courtesy to refrain from denouncing such an equivocal attitude.

nant chaque fois à résoudre au monde un problème des réfugiés, un problème des personnes déplacées. Pas un siècle de notre histoire n'a été exempt du problème que nous trouvons encore maintenant devant nous. Le monde a toujours eu, à une époque ou à une autre, à faire face au problème des réfugiés et des personnes déplacées juifs et des persécutions de Juifs. Pourquoi? La seule raison en est la façon de vivre spéciale que les Juifs adoptent et qu'ils conservent en dépit de tous les progrès et des transformations qui s'opèrent parmi toutes les autres nations du monde. Les Juifs sont réduits à eux-mêmes et l'Organisation des Nations Unies a maintenant à faire face au dernier, mais non au moindre de ces problèmes. Il est aussi important que tous ceux qui l'ont précédé.

Afin de le résoudre, si je comprends bien, les Juifs veulent avoir un Etat souverain. Il serait extraordinaire de trouver des juges qui veuillent admettre cette revendication et reconnaître également les droits historiques des Juifs sur la Palestine. Il serait extrêmement étrange d'arriver à ce point de vue.

L'URSS a trouvé une façon de satisfaire les aspirations des Juifs, puisque l'on a affirmé qu'ils ont des aspirations à satisfaire. L'URSS leur a accordé une certaine région plus vaste que la Palestine, région qui a reçu le nom de République socialiste soviétique juive de Birobidjan. Le Birobidjan, comme je viens de le dire, a une superficie qui est plus de deux fois celle de la Palestine et il s'y trouve déjà plus de 200.000 Juifs qui s'y sont installés et y sont très heureux. Ce territoire est suffisamment étendu pour pouvoir contenir peut-être tous les Juifs déplacés et même davantage. On dit qu'il pourrait recevoir environ quatre millions de personnes. Le sol y est très fertile, il y a de riches gisements miniers et des forêts encore inexploitées. Les Juifs y ont établi des industries textiles et autres. Ils exportent dans les autres pays.

Je ne vois pas pourquoi l'Organisation internationale pour les réfugiés n'a jamais pensé à transférer les Juifs réfugiés d'Europe dans ce pays pour y vivre heureux avec leurs coreligionnaires et épargner au monde un problème qui a donné tant d'ennuis et de difficultés à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les pays en général.

Pour conclure, je voudrais dire à ce sujet que les Arabes sont convaincus que les Etats-Unis d'Amérique — dont l'argent finance la vaste propagande des Sionistes et leur activité terroriste clandestine — sont capables, s'ils le désirent, de mettre un terme à tous ces maux, et, par cet acte de justice et d'équité, de rendre un service honnête à la cause des principes de l'Organisation des Nations Unies. Les armes et l'argent des Etats-Unis sont envoyés librement aux autres pays pour aider la majorité de la nation à lutter contre l'opposition de la minorité. Mais dans le cas de la Palestine, les armes et l'argent américains sont envoyés volontairement pour aider une minorité d'intrus contre la majorité autochtone et bien fondée en ses droits et contre la Puissance mandataire elle-même. Il faut certainement une grande dose de tolérance et de courtoisie hypocritique pour ne pas dénoncer une attitude aussi équivoque.

In conclusion, I must solemnly state that the peace-loving Syrian and Arab peoples squarely oppose the recommendations of the Special Committee, and will never allow a wedge or a foreign hostile bridgehead to be driven into the heart of their fatherland. They expect that this great Organization, which was created to maintain peace, may be reminded that justice is the only safeguard of peace. They also earnestly hope and wish that they shall not be compelled by acts of injustice to have no other course but to resort to the sacred right of self-defence.

The PRESIDENT: The representative of the United Kingdom will address the General Assembly.

Mr. McNEIL (United Kingdom): The Assembly will not expect me at this time to follow in any detail the subject which the representative of Syria has just discussed with such passion and erudition. I have no doubt that a detailed examination will occur more than once before each of us returns home.

It is usual, on such an occasion, to make a survey of the work done during the current year. I propose, however, to make this very brief, primarily because it has been done so admirably by so many representatives. I am not going to contend that my Government is in any sense satisfied with the work discharged by the United Nations in the last year. I think, however, that it is only proper in assessing the limited success of the United Nations to note certain points which in any circumstances would militate against success.

In the first place, it is proper to remember that the United Nations has grown in a rapid and even in an impetuous manner. We shall at the appropriate time—through my colleague, Mr. Kenneth Younger, in the Administrative and Budgetary Committee—offer some detailed observations on the growth of the Organization and its appetite for money.

Like everyone else, I want, however, most warmly to pay tribute, on behalf of my Government, to the range of work which the Organization is undertaking under the direction of Mr. Trygve Lie, our Secretary-General. Some of the work should not have been undertaken. Most often, let us admit it, this has been the fault of the Members of the United Nations and of delegations such as my own. Where this has occurred, we must admit our mistakes and cut down the burden of work which we have imposed upon the Secretariat. We shall have to decide priorities and adhere to them.

On the other hand, as everyone who has studied the valuable survey produced by the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions must admit, there seem to have been unjustifiable extensions of the Secretariat, and sometimes work has been undertaken in an extravagant and not very efficient manner. I think, too,

En terminant, je dois déclarer de façon solennelle que le peuple de Syrie et les autres peuples arabes, peuples pacifiques, s'opposent catégoriquement aux recommandations de la Commission spéciale et ne permettront jamais qu'on établisse au cœur même de leur patrie un coin ou une tête de pont étrangère et hostile. Ils espèrent que cette grande Organisation des Nations Unies qui a été créée pour maintenir la paix saura se souvenir que la justice est la seule garantie de la paix. Ils espèrent aussi très sincèrement qu'ils ne seront jamais obligés par des actes d'injustice à n'avoir d'autre solution que le recours au droit sacré de légitime défense.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant du Royaume-Uni.

M. McNEIL (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*): L'Assemblée n'attend pas que je discute maintenant en détail la question que le représentant de la Syrie vient de discuter avec tant de passion et d'érudition. Je ne doute pas qu'avant de retourner dans nos pays respectifs, nous entendions plus d'un exposé détaillé du problème.

Il est de coutume, en cette occasion, de passer en revue l'œuvre accomplie au cours de l'année écoulée. Je me propose cependant d'y procéder brièvement, parce que plusieurs représentants l'ont fait d'une manière admirable. Je ne vais pas prétendre que mon Gouvernement soit d'aucune manière satisfait de l'œuvre accomplie par les Nations Unies au cours de l'année qui vient de s'écouler. Je pense cependant qu'il n'est que juste, lorsqu'on enregistre les succès limités obtenus par les Nations Unies, de noter certains éléments qui, en toutes circonstances, limiteraient les chances de tout succès.

En premier lieu, il convient de rappeler que l'Organisation des Nations Unies a grandi d'une manière rapide et même impétueuse. Par l'intermédiaire de mon collègue, M. Kenneth Younger, nous présenterons, le moment venu, devant la Commission des questions administratives et budgétaires, certaines observations détaillées sur la croissance de l'Organisation et sur sa soif de crédits.

Comme tous, je tiens cependant à rendre chaleureusement hommage, au nom de mon Gouvernement, à l'activité déployée par l'Organisation, sous la direction de M. Trygve Lie, notre Secrétaire général. Une partie de ce travail n'aurait pas dû être entreprise. Le plus souvent, admettons-le, la responsabilité en incombe aux Membres de l'Organisation et aux délégations, comme par exemple à la mienne. Quand tel a été le cas, reconnaissons nos erreurs et diminuons le fardeau que nous avons imposé au Secrétariat. Il nous faudra fixer un ordre de priorité et nous y tenir.

D'un autre côté, quiconque a étudié l'intéressant rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires doit admettre que les effectifs du Secrétariat paraissent s'être accrus d'une manière injustifiable, et que parfois l'on semble avoir entrepris des travaux avec extravagance et sans beaucoup d'efficacité. Je crois

it must be admitted that Governments have not always been helpful. They have not in all cases given personnel of the calibre such as the Secretary-General was entitled to expect. I have no doubt, however, that we shall recover from our mistakes, and I want to say here that, whatever cuts my Government feels that it must propose, we are in no way retiring from the full support we have given to the United Nations. Our proposals will be as much influenced by our determination to make the United Nations as effective as possible as by our own temporarily straitened circumstances.

The rapidity of the growth of the Organization and the diversity of tasks entrusted to the United Nations are, I repeat, without parallel. The League of Nations was not asked at the beginning to shoulder a commensurate burden. We must therefore expect to find some comparative inefficiency in the operation of the Organization. Moreover, public opinion, quite understandably, has been too optimistic about the possibilities of this Organization and about the ease with which international problems could be solved. The fact that not only has progress not been in proportion to this unjustifiable expectation, but there has been a deterioration in international relations, has caused a reaction of disappointment and despondency, which is again, I think, quite disproportionate.

Moreover, the complexity and range of our world problems are without precedent. We have been forced to deal not only with the legacies of the war, but also with economic and political problems which challenge the foundations of contemporary society. In the Middle East and the Far East we are seeing a growth, such as we saw in nineteenth century Europe, of strong nationalist movements. They aim understandably at obtaining independence, and they aim, too, at creating new economic relations. Again, therefore, the United Nations has a background which the League of Nations did not have in a comparative degree.

One might have expected that the biggest advance in the work of the United Nations would have been shown in the area in which the Economic and Social Council operates. Again it is unfair and dangerous to underestimate what the Council has done, and I agree most warmly with Mr. Masaryk in emphasizing the importance of this work.

I must, however, associate myself with Mr. Evatt in his fears that we are creating an elaborate harness and forgetting about purchasing a horse. The Members again are partially to blame. My Government, and I as its representative, must accept a share of responsibility. We have rushed ahead to create some commissions which, in the present circumstances, we could well have done without. The Social Commission, for example, has been a great disappointment. Its work is, unfortunately, thoroughly indifferent in character. Nor can anyone be much cheered by the work so far

aussi que nous devons reconnaître que les Gouvernements n'ont pas toujours apporté l'aide nécessaire. Ils n'ont pas fourni dans tous les cas un personnel aussi qualifié que le Secrétaire général était en droit d'espérer. Je ne doute point, cependant, que nous corrigions nos erreurs, et je tiens à dire ici que, quelles que soient les réductions que mon Gouvernement estime devoir proposer, nous n'entendons nullement retirer l'appui total que nous avons apporté aux Nations Unies. Nous nous laisserons guider, dans nos propositions, autant par la détermination de rendre l'Organisation des Nations Unies aussi efficace que possible, que par les mesures qu'imposent les difficultés provisoires de notre propre situation.

La rapidité avec laquelle l'Organisation s'est développée, et la diversité des tâches qui lui ont été confiées sont, je le répète, sans précédent. On n'a pas demandé à la Société des Nations, à ses débuts, de s'atteler à une tâche comparable. Nous devons, par conséquent, nous attendre à trouver quelque inefficacité dans le fonctionnement de l'Organisation. De plus, l'opinion publique, et on le comprend bien, s'est montrée trop optimiste quant aux possibilités de l'Organisation et à la facilité avec laquelle les problèmes internationaux pouvaient être résolus. Comme non seulement les résultats obtenus n'ont pas répondu à cette attente non justifiée, mais qu'en outre les relations internationales se sont troublées, il s'est produit, par réaction, de la déception et du désespoir, tout à fait disproportionnés à mon avis.

De plus, la complexité et l'étendue des problèmes mondiaux sont sans précédent. Il nous a fallu nous occuper non seulement des difficultés léguées par la guerre, mais aussi de problèmes économiques et politiques qui mettent en péril les fondements mêmes de la société moderne. Dans le Proche-Orient et en Extrême-Orient, nous voyons croître, tout comme on l'avait vu dans l'Europe du dix-neuvième siècle, de forts mouvements nationalistes. Ils cherchent, et on le comprend, à obtenir l'indépendance et aussi à créer de nouveaux rapports économiques. Ici encore, les problèmes que les Nations Unies ont à résoudre ne sont pas comparables à ceux auxquels la Société des Nations avait à faire face.

On aurait pu croire que ce serait dans le domaine du Conseil économique et social que les Nations Unies auraient accompli le plus de progrès. Ici encore, il serait injuste et dangereux de sous-estimer l'œuvre accomplie par le Conseil, et je me joins chaleureusement à M. Masaryk pour souligner l'importance de cette activité.

Je dois cependant donner raison à M. Evatt lorsqu'il exprime la crainte que nous ne soyons en train de construire une charrue compliquée mais que nous ayons oublié d'acheter les bœufs. Ici encore, il convient de blâmer, en partie tout au moins, les Membres de l'Organisation. Mon Gouvernement et moi-même en tant que son représentant, devons accepter une part de responsabilité. Nous nous sommes hâtés de créer certaines commissions dont, dans les circonstances actuelles, nous nous serions très bien passés. La Commission des questions sociales, par exemple, n'a pas, et de

achieved by the Commission on the Status of Women.

Even in areas where we had the right to expect better results, such as the Economic and Employment Commission, our hopes are tempered. I think that much of the dissatisfaction here is due, as I have already attempted to state in the Economic and Social Council, to the fact that political considerations have entered into the Commissions where the technicians and economists should have been encouraged to work, altogether apart from the political obsessions of the individual members. It is still possible to remedy this fault.

Of course, the political and public disappointment with the United Nations has primarily grown from the slow paralysis which the world has been forced to watch creeping over the Security Council. There have been, it is true, some positive developments of the Council to which it is proper to draw attention. The despatch, despite the USSR abstention on certain clauses of the resolution, of a commission to Greece to investigate the cause of the frontier trouble was a distinctive international event. It could have proved a most encouraging example of the help which the United Nations ought to be able to put at the disposal of any nation, but particularly a small nation, in temporary distress.

Even if the resolution recently adopted, which recommended a cease-fire between the Indonesians and the Dutch, and the subsequent appointment of the Committee of Three, does not provide a solution to this problem, it is to the credit of the Security Council that, even temporarily, the two sides have been spared the further ravages of war, and an opportunity for conciliation has been provided.

When I have said that, however, it is almost all that one can say in praise of the Security Council. It is true that some progress has been achieved in the Atomic Energy and Conventional Armaments Commissions, and I shall deal later in some detail with this. Let me refer, in passing, to the question of new admissions, although a number of our colleagues, and particularly our Syrian colleague, have already dealt faithfully with the subject.

The United Kingdom is naturally interested. We are interested in a number of countries for the best reason, because we think their claims are good. Let me mention only one. Can anyone possibly justify the rejection of Eire as a Member of the United Nations? Mr. Evatt, and our distinguished colleague from El Salvador, have both discussed this. Here is a reputable and stable Government whose relations with Members of this Organization are good and cordial. It is, above all, a peaceful nation, seeking by legitimate means to improve, at all times, its relationships with Pow-

loin, répondu à nos espérances. Son travail est malheureusement tout à fait sans couleur. On ne peut non plus se réjouir de l'œuvre accomplie jusqu'ici par la Commission de la condition de la femme.

Même dans le domaine où nous étions en droit d'attendre de meilleurs résultats, dans celui, par exemple, de la Commission des questions économiques et de l'emploi, nos espoirs ne se sont pas entièrement réalisés. Je crois que notre mécontentement à cet égard provient en grande partie, comme j'ai déjà essayé de le dire au Conseil économique et social, de ce que l'on a laissé jouer des considérations politiques au sein de commissions où l'on aurait dû encourager les techniciens et les économistes à travailler sans se préoccuper des obsessions politiques des Etats membres. Il est encore possible de corriger cette erreur.

Sans doute, la déception éprouvée par le public au sujet de l'œuvre accomplie sur le plan politique par les Nations Unies provient avant tout de la paralysie qui gagne lentement le Conseil de sécurité, le monde a été obligé de le constater. Le Conseil a, il est vrai, obtenu certains résultats positifs sur lesquels il convient d'attirer l'attention. L'envoi en Grèce, bien que l'Union soviétique se soit abstenue de s'associer à certaines clauses de la résolution, d'une commission chargée d'enquêter sur la cause des incidents de frontière, a constitué un événement international marquant. Cet acte aurait pu illustrer de la manière la plus encourageante l'assistance que les Nations Unies devraient être capables de mettre à la disposition de toute nation, mais particulièrement d'une petite nation, temporairement en détresse.

Même si, dans un passé récent, la résolution recommandant aux Indonésiens et aux Hollandais de cesser le feu et la nomination ultérieure d'un Comité des Trois n'ont pas apporté de solution au problème, il est cependant tout à l'honneur du Conseil de sécurité d'avoir fourni, même temporairement, aux deux parties la possibilité de limiter les ravages de la guerre et d'opérer une tentative de conciliation.

Mais ce que je viens de dire est à peu près tout ce que l'on peut dire à la louange du Conseil de sécurité. Il est vrai que certains progrès ont été réalisés au sein de la Commission de l'énergie atomique et de la Commission des armements de type classique, et je m'étendrai plus tard sur ces points. Qu'il me soit permis en passant d'évoquer la question de l'admission de nouveaux Membres, bien qu'un certain nombre de nos collègues, en particulier le représentant de la Syrie, aient déjà scrupuleusement traité ce sujet.

Le Royaume-Uni s'intéresse naturellement à cette question. Nous nous intéressons à un certain nombre de pays parce que nous estimons que leurs demandes sont fondées. Je n'en mentionnerai qu'un. Qui pourrait justifier le refus d'admettre l'Irlande aux Nations Unies? M. Evatt et notre distingué collègue du Salvador en ont tous deux parlé. Voici un Gouvernement stable, jouissant d'une bonne réputation, dont les relations avec les Membres de cette Organisation sont bonnes et cordiales. Il représente avant tout une nation pacifique cherchant par des moyens légitimes à

ers similarly stable and legal. There is not one argument in equity that can be offered against its admission. It is a matter of more than regret to my Government that the question of new admissions, instead of being dealt with in the spirit of the debate and of the two resolutions of the General Assembly of last year,¹ has once more threatened to become the subject of obnoxious horse-trading. This is a wholly unjustifiable disregard of the spirit of the Charter. It is therefore not at all surprising that the work of the Security Council should have driven Powers to consider if, within the Charter, they could find any other instrument through which world opinion could be registered.

As the Assembly is aware, my Government thought that this question of working an untried institution like the Security Council could be aided by what we called a code of conduct. By this code of conduct we hoped to make the Security Council the place where it was possible for a country to obtain decisions based on an assessment of the facts and a sense of justice, having at all times a steady regard for the purposes of the Council and the principles embodied in the Charter of the United Nations.

To that end my Secretary of State, Mr. Ernest Bevin, last year asked the five permanent members of the Security Council to meet in the hope that we could among ourselves secure an understanding, clarifying and unifying our actions, because it was quite clear that within the terms of the Charter and in terms of our position in the world we had special duties as well as special rights, and that we should not seek to avoid the duties and at the same time maintain our title to these rights. I regret, as the whole Assembly must regret, that we failed in this attempt.

Let us look at one or two of the results of that failure. Last year there was a most melancholy incident now known as the "Corfu Incident". First our ships, moving through the Corfu Channel, were fired upon. The old reply would have been to fire back. Our commanders kept their heads. There was no precipitate action. That was in May. Then in October two of our ships in the Corfu Channel were mined and badly damaged. Forty-four men who were pursuing their lawful occasions were killed and others were wounded. We acted in the spirit of the Charter and submitted our case to the Security Council. There we temperately pleaded our cause. There we established the facts. We had the Council with us, as we had world opinion with us. Yet the veto was exercised in the Council, preventing the Council from taking action, preventing a formal expression of opinion on the merits of the case by the mem-

améliorer constamment ses relations avec des Gouvernements pareillement stables et légaux. On ne peut, en toute équité, présenter un seul argument contre son admission. Mon Gouvernement fait plus que déplorer que la question de l'admission de nouveaux Membres, au lieu d'être abordée dans l'esprit qui a animé la discussion et l'adoption des deux résolutions prises l'année dernière par l'Assemblée générale à ce sujet¹, soit menacée une fois plus de faire l'objet de maquignonnages odieux. Il s'agit là d'une méconnaissance injustifiable de l'esprit de la Charte. Il n'est donc pas du tout surprenant que le fonctionnement du Conseil de sécurité ait poussé des Puissances à étudier si, dans le cadre de la Charte, elles ne pourraient pas trouver une autre manière de tenir compte de l'opinion publique internationale.

Comme l'Assemblée le sait, mon Gouvernement avait pensé que le fonctionnement d'une institution qui n'avait pas encore fait ses preuves, comme le Conseil de sécurité, pouvait être facilité par l'adoption de ce que nous avions appelé un code de conduite. Par l'emploi de ce code de conduite, nous espérions faire du Conseil de sécurité un lieu où il eût été possible pour un pays d'obtenir des décisions qui seraient basées sur une vérification des faits, inspirées par le sens de la justice et constamment respectueuses tant du but que se propose le Conseil que des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Avec cette fin en vue, le Ministre des Affaires étrangères britannique, M. Ernest Bevin, avait invité l'année dernière les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à se réunir, dans l'espoir que nous pourrions parvenir, entre nous, à éclaircir et unifier notre ligne de conduite, puisqu'il était tout à fait évident que dans le cadre de la Charte et compte tenu de notre position dans le monde, nous avions des devoirs spéciaux à remplir ainsi que des droits spéciaux à faire valoir, et que nous ne devions pas chercher à esquiver nos devoirs tout en revendiquant ces droits. Je déplore, comme doit le faire l'Assemblée tout entière, que nous ayons échoué dans cette tentative.

Examinons une ou deux des conséquences de cet échec. L'année dernière, il s'est produit un très regrettable incident connu maintenant sous le nom d' "incident de Corfou". Tout d'abord, nos navires qui naviguaient dans le détroit de Corfou ont essuyé des coups de feu. La réponse traditionnelle aurait été de riposter. Nos commandants ne perdirent pas la tête. Il n'y eut aucune action précipitée. Cela s'est passé en mai. De nouveau, en octobre, deux de nos navires naviguant dans le détroit de Corfou heurtèrent des mines et furent fortement endommagés. Quarante-quatre hommes qui étaient en service commandé furent tués et d'autres furent blessés. Nous agîmes alors dans l'esprit de la Charte, et nous soumîmes notre cas au Conseil de sécurité. Nous y plaidâmes notre cause avec modération. Nous rétablîmes les faits. Le Conseil de sécurité nous était favorable, et l'opinion publique mondiale

¹ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session*, resolutions 35 (I) and 36 (I), pages 61 and 62.

¹ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session*, résolutions 35 (I) et 36 (I), pages 61 et 62.

bers of the Council. We are glad that the question now goes to the International Court of Justice. But from our point of view that is perhaps the worst abuse of the veto in the Security Council, though other nations would, no doubt, offer other examples equally or comparably grievous.

For example, we are all aware of the circumstances which have led the United States to place the Greek question on the agenda of the Assembly, and how the USSR representative in the Security Council, despite the opinion of the majority of the Balkan Commission and of the Council itself, vetoed a United States resolution to establish a commission of conciliation and investigation in the hope of ending what all delegations, including the Soviet Union delegation, agreed in regarding as a threat to peace. On that occasion the veto was motivated by a desire to brand the Greek Government with responsibility for the misdeeds of its neighbours.

In the case of Spain in 1946—Mr. Masaryk made a good and proper and pointed reference to Spain—the USSR representative preferred to see the Council impotent rather than allow it to pass a resolution which he judged insufficiently strong. In the case of the Syrian and Lebanese complaint earlier in the same year about the presence of foreign troops, a similar impasse would have been reached had not France and the United Kingdom bowed to the evident wish of a majority of the Council and withdrawn their troops, despite the Soviet Union veto.

It is therefore not to be wondered at that the United Kingdom, in view of its failure to get agreement among the five permanent members of the Security Council last year and of the events which have occurred since, is not sanguine about the possibility of reaching fresh agreements in any attempts to deal with this problem until the five permanent members have all determined to live up to their responsibilities and to observe, each of them, a proper code of conduct.

None the less, the United Kingdom will try any method that the Assembly believes is likely to make the United Nations work and will examine any proposals offered in order to see whether, by the use of the proposed methods, world opinion can be mobilized for work in the cause of peace.

We therefore readily understand and welcome this new effort on the part of the United States to reach a solution of the difficulties. I should make it plain that my Government had no foreknowledge of the proposals and that we were not consulted in their formulation. In view of the situ-

nous soutenait. Cependant, on fit usage au sein du Conseil du droit de veto, empêchant ainsi le Conseil d'agir, empêchant ainsi les membres du Conseil d'exprimer officiellement leur opinion sur les faits de la cause. Nous nous réjouissons de voir que la question va maintenant devant la Cour internationale de Justice. Mais il s'agit là selon nous de l'un des pires cas d'abus du droit de veto au sein du Conseil de sécurité, quoique d'autres nations pourraient, sans nul doute, citer des exemples tout aussi regrettables.

En voici un : nous sommes tous au courant des circonstances qui ont conduit les Etats-Unis à demander l'inscription de la question grecque à l'ordre du jour de l'Assemblée, et de la façon dont le représentant de l'URSS au Conseil de sécurité, en dépit de l'opinion de la majorité de la Commission balkanique et du Conseil de sécurité lui-même, a fait usage de son droit de veto à l'encontre d'une résolution des Etats-Unis qui tendait à établir une commission de conciliation et d'enquête afin de mettre fin à ce que toutes les délégations, y compris celle de l'Union soviétique, convenaient de considérer comme une menace à la paix. A cette occasion, on a voulu, par l'exercice du droit de veto, attribuer au Gouvernement grec la responsabilité des méfaits perpétrés par ses voisins.

En ce qui concerne le cas de l'Espagne en 1946 — M. Masaryk a fait une nette et judicieuse allusion à l'Espagne — le représentant de l'URSS a préféré réduire le Conseil à l'impuissance plutôt que de le laisser voter une résolution qu'il jugeait insuffisamment énergique. En ce qui concerne la plainte présentée cette année-là, à une date antérieure, par la Syrie et le Liban au sujet de la présence de troupes étrangères sur leur sol, on aurait abouti à une impasse du même genre si la France et le Royaume-Uni ne s'étaient pas inclinés devant le désir évident de la majorité des membres du Conseil, et n'avaient pas retiré leurs troupes en dépit du droit de veto exercé par le représentant soviétique.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que le Royaume-Uni, étant donné qu'il n'a pu amener l'année dernière les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à se mettre d'accord, et étant donné les événements qui se sont produits depuis, ne soit pas optimiste quant à la possibilité de réaliser de nouveaux accords et ne le sera pas tant que les cinq membres permanents ne seront pas décidés à se montrer à la hauteur de leurs tâches et à observer, les uns et les autres, le code de conduite qui s'impose.

Néanmoins, le Royaume-Uni essaiera d'appliquer toute méthode qui, aux yeux de l'Assemblée, serait susceptible d'assurer le bon fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies, et il examinera toute proposition qui sera faite, afin de se rendre compte si, par l'emploi des méthodes préconisées, on peut mobiliser l'opinion publique en faveur de la cause de la paix.

Nous comprenons et approuvons donc aisément le nouvel effort tenté par les Etats-Unis pour résoudre nos difficultés. Je désire dire clairement que mon Gouvernement n'avait pas été informé au préalable de ces propositions et que nous n'avons pas été consultés au moment de leur

ation produced by the obviously arbitrary use of the veto during the past two years, and the absence of any indication that that attitude will not be persisted in—any indication at all of a change in attitude—we believe that there is a real need for extending the United Nations machinery for crystallizing world opinion. But we must all admit, and I think our United States colleague will agree, that there must be no question of contravening the provisions of the Charter or of depriving any of the organs of the United Nations of their proper functions. Indeed, all we ask is that these functions should be properly discharged. My Government therefore hopes that the appropriate committee and the Assembly will give the fullest consideration to the proposals offered by the United States for an Interim Committee.

The basis of our problem, as Mr. Bidault said in his most accomplished speech, is that instead of having arbitrators in the Security Council, we have had parties to the disputes, and the problem which concerns everyone at this Assembly is how we are to tackle these disputes which lie between us, threatening the Organization, delaying world recovery, throwing persistent and menacing shadows over our uneasy peace, visiting upon millions of common people hunger, poverty, disease, persecution, anguish and fear.

Several speakers, including our Polish colleague, have referred to the unity of the nations who fought against fascism and have sighed for a retention of that unity. That is, of course—and I do not mince my words—either nostalgic nonsense or dangerous dishonesty. We are no longer the same company of nations who fought. We cannot pretend that a normal world exists until we have achieved a real settlement, a responsible and lasting settlement, with Germany and with Japan. Nor can we pretend that the Bulgarian Government is a choir of angels and any Greek Government a collection of devils, any more than we can pretend that the Egyptian Government is the embodiment of virtue and the Dutch Government a corporate evil. Even if we were the same company, the nature of our task is different. Our job in war was to visit disaster and disorder upon our enemies. Our job now is to bring order to the world as a whole. We have therefore, when we parted with overt war, parted also with that identity of purpose. Further, in war the choice of methods is limited, whereas in peace, even when we secure identity of objective, the choice of methods is complex and diverse.

With this disunity, how then can we hope to secure agreement? I should say, most deferentially, that our only hope lies in all nations accepting several assumptions which are beyond dispute.

élaboration. Etant donné la situation créée par l'usage nettement arbitraire du droit de veto au cours des deux dernières années et l'absence de toute indication permettant de penser que cette attitude se modifiera, nous croyons qu'il est réellement nécessaire de développer les moyens dont disposent les Nations Unies pour cristalliser l'opinion publique mondiale. Mais nous devons tous admettre, et je pense que le représentant des Etats-Unis sera d'accord, qu'il ne peut être question d'enfreindre les dispositions de la Charte ou d'enlever à l'un quelconque des organes des Nations Unies les fonctions qui lui incombent. En vérité, tout ce que nous demandons c'est que ces organes s'acquittent convenablement de leurs fonctions. Mon Gouvernement espère donc que le Comité compétent et l'Assemblée accorderont toute l'attention qu'elles méritent aux propositions présentées par les Etats-Unis en vue de créer une commission intérimaire.

Comme l'a dit M. Bidault dans son excellent discours, la source de nos difficultés actuelles c'est qu'au lieu d'avoir au Conseil de sécurité des arbitres, nous avons eu des parties à des différends et le problème qui intéresse tous les Membres de cette Assemblée est de savoir comment nous allons aborder les différends qui nous séparent, différends qui menacent l'Organisation, retardent le rétablissement du monde, jettent des ombres persistantes et menaçantes sur notre paix précaire et infligent à des millions d'humbles gens la faim, la pauvreté, la maladie, la persécution, l'angoisse et la peur.

Plusieurs orateurs, notamment notre collègue polonais, ont fait allusion à l'unité qui existait entre les nations qui ont combattu le fascisme, et ont demandé en soupirant que l'on maintienne cette unité. C'est là — et je ne mâche pas mes mots — ou un non-sens nostalgique ou une malhonnêteté dangereuse. Nous ne sommes plus ce même groupe de nations qui ont combattu. Nous ne pouvons prétendre qu'il existe un monde normal tant que nous n'aurons pas stabilisé nos relations avec l'Allemagne et le Japon par un véritable règlement, un règlement durable et bien réfléchi. Nous ne pouvons prétendre, non plus, que les membres du Gouvernement bulgare soient tous des anges et que les membres du Gouvernement grec, quel que soit ce dernier, soient tous des diables, pas plus que nous ne pouvons soutenir que le Gouvernement égyptien est l'incarnation même de la vertu et le Gouvernement hollandais l'incarnation même du mal. Même si nous étions encore le même groupe de nations, la nature de notre tâche est déjà différente. Notre tâche au cours de la guerre a consisté à semer le désordre et la destruction chez nos ennemis. Notre tâche aujourd'hui est d'amener l'ordre dans le monde. En conséquence, lorsque nous avons mis fin à la guerre, nous avons aussi mis fin à cette identité des fins. En outre, en temps de guerre, le choix des méthodes est limité, tandis qu'en temps de paix, même lorsque nous réalisons l'identité des fins, le choix des méthodes est complexe et divers.

Etant donné cette désunion, comment pouvons-nous espérer réaliser un accord? Je dirai très respectueusement que notre seul espoir est de faire admettre par toutes les nations certains axiomes

These are: no nation has a monopoly of truth. No nation is omniscient. No nation is omnipotent. No reasonable nation can expect at all times to have its views accepted by all other nations. I am not here attempting to say that my Government or the Governments with which we have the most cordial relations are always right or moral or even expedient or wise in the foreign policy they espouse. I am not, in other words, saying that in disputes and misunderstandings that have, inside or outside the United Nations, been displayed between Britain and the Soviet Union, between America and the Soviet Union, France and the Soviet Union, China and the Soviet Union, Greece and the Soviet Union, Italy and the Soviet Union, Hungary and the Soviet Union, Iran and the Soviet Union, Turkey and the Soviet Union—that in these disputes truth or right or even expediency have lain with all these Powers who came in conflict with the Soviet Union. I am not saying that. But I am saying that if history is any guide it is exceedingly unlikely that the Soviet Union has had all the right, all the wisdom in the disputes and in the solutions which it proposed.

I want to go even farther than that. Since 1917 we have been witnessing a great nation emerge. Its valour, its fortitude, its steadfastness, its ingenuity in the years during which it fought against fascism have established it as one of the prime Powers of the world. Neither I nor any member of my Government denies the legitimate aspirations of Russia, nor would seek to cabin the extensions which it has legitimately sought and which a great nation by the very nature of its growth must be accorded. But if the Soviet Government—and unfortunately, we can only talk of the Soviet Government, because we have little method of knowing about the Soviet people—if the Soviet Government considers it can in all situations have its will prevail; if it considers that in all areas its power must be extended; if it thinks that in describing any international situation its description must be accepted, then I say without qualification that not only will the United Nations as we know it be destroyed, but the unstable peace of the world will crumble and crash, bringing to us the whole range of hideous consequences to which Mr. Vyshinsky drew our attention the other day.

There are three further conditions of peace which, again most deferentially, I offer to the Assembly. Each Power must be willing to permit reasonable access within its borders to the nationals of friendly Powers, including accredited newspapermen, and to the *bona fide* servants of international organizations. Each Power must display a consistency of attitude and a sober regard for fact in its pleas, its complaints, its judgments and its contacts. Further, in the international disposal

incontestables qui sont les suivants: aucune nation n'a le monopole de la vérité; aucune nation n'est omnisciente; aucune nation n'est omnipotente; aucune nation ne peut s'attendre raisonnablement que ses vues soient acceptées à tout moment par toutes les autres nations. Je n'essaie pas de dire ici que mon Gouvernement ou que les Gouvernements avec lesquels nous entretenons des relations des plus cordiales ont toujours raison, respectent toujours la morale, ou même agissent avec à-propos et sagement dans le domaine de leur politique étrangère. Bref, je ne dis pas que dans les différends et les malentendus qui ont, au sein de l'Organisation des Nations Unies ou en dehors d'elle, surgi entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, entre la France et l'Union soviétique, entre la Chine et l'Union soviétique, entre la Grèce et l'Union soviétique, entre l'Italie et l'Union soviétique, entre la Hongrie et l'Union soviétique, entre l'Iran et l'Union soviétique, entre la Turquie et l'Union soviétique, je ne dis pas que dans ces différends la vérité, ou le droit, ou même la simple convenance aient été du côté des Puissances qui sont entrées en conflit avec l'Union soviétique. Je ne dis point cela. Mais je dis que si l'histoire peut servir de guide, il est vraiment très peu vraisemblable que l'Union soviétique ait eu le monopole du droit et de la sagesse à l'occasion de ces différends et des solutions qu'elle a proposées.

J'irai même plus loin. Depuis 1917, nous avons assisté à la naissance d'une grande nation. Son courage, sa vaillance, sa ténacité, son esprit d'initiative pendant les années au cours desquelles elle a combattu le fascisme, ont fait d'elle l'une des principales Puissances du monde. Ni moi ni aucun membre de mon Gouvernement ne contestons les légitimes aspirations de la Russie et ne cherchons à lui refuser les développements territoriaux qu'elle a légitimement recherchés et qu'il convient d'accorder à une grande nation en raison même de sa croissance. Mais si le Gouvernement soviétique — et malheureusement nous ne pouvons parler que du Gouvernement soviétique puisque nous avons peu de moyens de savoir ce que pense le peuple soviétique — considère que dans tous les cas il peut faire prévaloir sa volonté, s'il considère que sa puissance doit être étendue à toutes les régions, s'il estime que lorsqu'il qualifie une situation internationale il faut accepter les qualifications qu'il en donne, alors je déclare sans détours que non seulement l'Organisation des Nations Unies telle que nous la connaissons sera détruite, mais encore que la paix du monde s'écroulera avec fracas, entraînant pour nous toutes les horribles conséquences sur lesquelles M. Vychinsky a attiré notre attention l'autre jour.

Il faut, pour assurer la paix, remplir trois autres conditions que de nouveau, avec le plus grand respect, je vais soumettre à l'Assemblée. Chaque Puissance doit être disposée à permettre, dans une limite raisonnable, l'accès de son territoire aux ressortissants des Puissances amies, notamment aux journalistes accrédités et aux fonctionnaires accrédités d'organisations internationales. Chaque Puissance doit adopter une attitude constante et apprécier sobrement les faits dans ses

of the problems which lie between us, the nations must not wantonly flout any really world-wide expression of opinion on matters which are of concern to the whole world.

Let me see if I can illustrate some of my touchstones by consideration of the most dramatic performance to which Mr. Vyshinsky has treated the Assembly. I am not going to make the debating points; they almost make themselves. Mr. Vyshinsky complaining of a lack of co-operation by the United States; Mr. Vyshinsky taking the stand to complain of a lack of co-operation by representatives of the United States, is quite clearly meant as a comedy piece for the entertainment of the whole Assembly. Why did he not bring with him to the stand as an example of the bland, the meek, the humble, the mild, the co-operative, the acquiescent, his distinguished colleague and our friend, Mr. Gromyko? Why did he not display, as reputable and incontrovertible evidence of the Soviet Union's anxiety at all times to co-operate, the register in the Security Council showing that his Government has registered twenty vetoes, and that my poor, belligerent, arrogant, dominant Government has not used the veto once?

Nor am I going to deal with the equally ludicrous picture which Mr. Vyshinsky presented to this august Assembly of the poor, terrorized Soviet Union trembling at the threats delivered against it from Athens and Ankara.

Mr. Vyshinsky dwelt at some length on Greece. He referred more than once to the menace that Greece is, not only to the Soviet Union, but to its three neighbours. No one is really impressed by this. Everyone knows that the Greek forces are in the ratio of about one to five of the three adjacent States which Mr. Vyshinsky asks us to believe are afraid of Greece's ambitious intentions. I want to make one point in passing. In commenting on the inclusion of the Greek question in the Assembly agenda, Mr. Vyshinsky said that the United States charges against Yugoslavia, Bulgaria and Roumania were "utterly arbitrary and without any proof". He also repeated an inaccuracy which now has common currency against some interested opponents of Greece. Mr. Vyshinsky said that the conclusions of the Commission were not supported by almost fifty per cent of the members. That, of course, is quite untrue. The conclusions which Mr. Vyshinsky dismisses as utterly arbitrary are, of course, endorsed by eight out of eleven members of the Commission. Two of those who did not approve the conclusions were, strangely enough, the Soviet and Polish Governments.

I am not even going to deal in any detail with his most offensive reference to Mr. Winston

plaidoyers, ses plaintes, ses jugements et ses relations extérieures. En outre, quand il s'agit de régler sur le plan international les problèmes qui nous séparent, les nations ne doivent pas faire fi de toute expression vraiment universelle de l'opinion publique sur des questions qui intéressent le monde entier.

Permettez-moi d'essayer de donner des exemples précis en évoquant la représentation tout à fait théâtrale dont M. Vychinsky nous a fait bénéficier, à l'Assemblée. Je ne soulignerai pas les points en discussion, ils se soulignent pour ainsi dire d'eux-mêmes. M. Vychinsky se plaignant du manque de coopération de la part des Etats-Unis, M. Vychinsky montant à la tribune pour se plaindre du manque de coopération de la part des représentants des Etats-Unis, voilà qui constitue à coup sûr et à bon escient une pièce de comédie destinée à distraire toute l'Assemblée. Pourquoi n'a-t-il pas amené avec lui sur la scène, comme exemple de douceur, d'humilité, de gentillesse, de coopération, de bonne volonté, son collègue et notre ami M. Gromyko? Pourquoi n'a-t-il pas apporté, comme preuve indiscutable et incontestable du désir ardent de l'Union soviétique de coopérer en tout temps, les procès-verbaux du Conseil de sécurité sur lesquels sont enregistrés vingt exercices du droit de veto alors que mon pauvre Gouvernement belliqueux, arrogant et dominateur, ne s'en est pas une seule fois servi?

Je ne vais pas non plus évoquer le tableau comique que M. Vychinsky a présenté à cette auguste Assemblée en peignant la pauvre Union soviétique, terrorisée et tremblante devant les menaces proférées contre elle par Athènes et par Ankara.

M. Vychinsky s'est assez longuement étendu sur le problème de la Grèce. Il a fait plus d'une fois allusion à la menace que ce pays constitue non seulement pour l'Union soviétique mais aussi pour ses trois voisins. Personne ne s'en émeut vraiment. Tout le monde sait que les forces armées de la Grèce sont environ cinq fois plus faibles que celles des trois Etats voisins qui, M. Vychinsky nous demande de le croire, sont effrayés des projets ambitieux de la Grèce. Je voudrais, en passant, souligner le point suivant: en présentant ses commentaires au sujet de l'inscription de la question grecque à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, M. Vychinsky a déclaré que les accusations des Etats-Unis contre la Yougoslavie, la Bulgarie et la Roumanie étaient "absolument arbitraires et sans aucun fondement". Il a également répété une affirmation inexacte qui a maintenant cours chez certains des ennemis intéressés de la Grèce. Il a dit que les conclusions de la Commission n'avaient pas été appuyées par presque cinquante pour cent de ses membres, ce qui naturellement est absolument faux. Les conclusions que M. Vychinsky rejette comme absolument arbitraires ont reçu, comme on le sait, l'appui de huit des onze membres de la Commission. Deux des trois membres qui ne se sont pas ralliés à ces conclusions ont été, fait étrange, les Gouvernements soviétique et polonais.

Je ne veux même pas entreprendre de discuter l'allusion extrêmement offensante de M. Vychinsky

Churchill, in which he compared him with Hitler. Mr. Churchill is, of course, a political opponent of mine. I have often disagreed with him. I pray he will be spared for many years so that in my modesty I may further disagree with him. The Assembly will perhaps permit me to say that Mr. Winston Churchill's record against fascism is better than the record of any Communist I know in any country in that fight. The Assembly will not misunderstand me if I take this opportunity of reminding it that Winston Churchill was moving about the streets of London in 1940, and in the spring of 1941, an example to our population and to all Europe, walking about, amid the bombs which were falling on us from German planes serviced, for all we know, by Russian oil.

Now, let me look inside Mr. Vyshinsky's speech for evidence of this consistency in attitude which I insist is essential for the responsible discharge of international affairs. I am confining myself to the speech. If I wanted to look at the activities of the Soviet Union I could illustrate that again and again, because the attitude of the Soviet Union at an international conference is quite unpredictable. This partly arises from the fact that in the Soviet vocabulary, at any rate externally, there are no shades of opinion. Every situation is pictured in terms of black and white; or perhaps, more accurately, in terms of black and red. The criterion by which they establish one situation as evil today is used tomorrow to establish another one as good.

Mr. Vyshinsky complained, for example, that the United States, by bringing the subject of Korea to the Assembly, violated an agreement made at Moscow in December 1945, relating to procedure to be adopted to prepare the people of Korea for independence. I may say in passing that my Government has of course been consistently interested in this subject, and we expect that the United States, at the appropriate place, will be able to make a fair case to show that it has exhausted the use of all the procedure laid down at Moscow. The point, however, is that Mr. Vyshinsky says that it is bad international practice to bring that subject to the United Nations, because of an agreement made between his Government and the Government of the United States at that date.

But in the same speech it is apparently good practice for Egypt to bring a complaint to the Security Council, although it is not disputed that Egypt made an agreement, which still has nine years to run, with my Government in 1936, covering the subjects which are disputed at the Security Council. Moreover, in his attack, Mr. Vyshinsky, who was frequently and quite legitimately the champion of subject peoples, does not trouble to inform the Assembly that one of the points—the main point—upon which the negotiations on

ky à M. Winston Churchill qu'il a comparé à Hitler. M. Churchill est, évidemment, l'un de mes adversaires politiques. J'ai souvent été en désaccord avec lui et je prie Dieu de lui prêter vie pendant de longues années afin que je puisse encore, avec tous les égards que je lui dois, être en désaccord avec lui. Que l'Assemblée me permette de dire que les états de service de M. Winston Churchill dans la lutte contre le fascisme dépassent ceux de n'importe quel communiste dans n'importe lequel des pays qui ont pris part à cette lutte. L'Assemblée n'interprétera pas mal ma pensée si je saisis cette occasion pour lui rappeler que M. Winston Churchill circulait dans les rues de Londres en 1940 et au printemps de 1941 et était un exemple pour notre population et le reste de l'Europe; il marchait au milieu des bombes jetées par les avions allemands qui étaient alors, pour autant que nous le sachions, alimentés avec de l'essence russe.

Permettez-moi maintenant de rechercher dans le discours de M. Vychinsky des preuves de cette cohérence d'attitude qui, j'insiste là-dessus, est essentielle au bon fonctionnement des relations internationales. Je me limiterai à l'examen du discours. Si je voulais examiner l'activité de l'Union soviétique, je pourrais illustrer mille et une fois ce point, car l'attitude de l'Union soviétique dans une conférence internationale est une chose tout à fait imprévisible. Cela provient en partie du fait que dans le vocabulaire russe il n'y a pas, apparemment en tous cas, de nuances d'appréciation. Chaque situation est dépeinte en noir et en blanc ou peut-être, pour être plus exact, en noir et en rouge. Les critères qui servent aujourd'hui à dépeindre une situation comme mauvaise seront utilisés demain pour faire apparaître sous un jour favorable une autre situation.

M. Vychinsky, par exemple, s'est plaint de ce que, en portant la question de la Corée devant l'Assemblée, les Etats-Unis aient violé un accord signé à Moscou en décembre 1945, concernant la procédure à adopter pour préparer le peuple coréen à l'indépendance. Je puis signaler en passant que mon Gouvernement s'est constamment intéressé à cette question et que nous comptons que les Etats-Unis seront en mesure, en lieu et place voulus, de démontrer facilement qu'ils ont épuisé toutes les procédures fixées à Moscou. Le point important est toutefois que M. Vychinsky déclare qu'il est contraire aux usages internationaux de porter cette question devant les Nations Unies, en raison de l'accord signé à la date que je viens d'indiquer entre son Gouvernement et celui des Etats-Unis.

Or, d'après le même discours, il est apparemment conforme à l'usage international que l'Egypte saisisse d'une plainte le Conseil de sécurité, bien qu'il soit incontestable que l'Egypte a signé en 1936 avec mon Gouvernement un accord, encore valable pour neuf ans, qui porte sur toutes les questions actuellement controversées devant le Conseil de sécurité. De plus, dans son attaque, M. Vychinsky, qui se fait fréquemment, et tout à fait légitimement d'ailleurs, le champion des peuples non indépendants, ne se soucie pas

which my Government voluntarily embarked broke down, was that the British Government insisted that it could not barter away in any circumstance, however convenient to it, the right of the Sudanese people to decide at the appropriate time what should be their own status.

The point is that there we are confronted with one of the shifts and changes, one of the unpredictable inconsistencies which frequently characterize the behaviour of the Soviet Union Government.

It would perhaps be appropriate for me to turn aside here for a moment to reply in the shortest possible way to the attack made upon my Government by the representative of Egypt in his speech at the eighty-seventh plenary meeting. He complained repeatedly that British troops have been stationed in Egypt for sixty-five years without the consent of the Egyptian people and of their Government. I am not going to pursue the subject. It has been extensively expounded at the Security Council, but I am sure that the Assembly will permit me to say that at any rate from 1914 to 1918 the British troops were not unwelcome in Egypt; nor were they unwelcome when, with our African, Australian, New Zealand and Indian colleagues, they drove the fascists back from El Alamein. It ill becomes any representative of Nokrashy Pasha to come to this rostrum, or any other, and neglect the value of this 1946 treaty, when Nokrashy Pasha was himself a signatory to that treaty.

But let me return to Mr. Vyshinsky's speech. To give another example of gross inconsistency, so gross that I know that Mr. Vyshinsky, whose lively and precise mind the whole Assembly admires, cannot have overlooked it. He made a further attack, and I am sure it is not the last, on the Marshall proposals and the Paris Conference. I hope I make it plain that I naturally do not object to this attack. But Mr. Vyshinsky, reared on Marxism and now blossoming forth as a champion of *laissez-faire* economics, made great play with the sovereign rights of these European countries. As has been repeatedly made plain, there are many misconceptions about sovereignty, and I propose later to deal with some of them. But no one dragged, bludgeoned, importuned or politically discriminated against these sixteen nations who assembled at Paris to make them do so. Their Governments considered the invitation jointly issued by M. Bidault and by my Secretary of State, Mr. Ernest Bevin, and of their own free will they accepted that invitation. Other States equally, I am sure, of their own free will rejected the invitation. The business of attending or not attending was exclusively the business of these States.

de faire connaître à l'Assemblée que l'un des points, le principal, sur lequel ont échoué les négociations engagées spontanément par mon Gouvernement, c'est que le Gouvernement britannique a insisté sur l'impossibilité où il était d'aliéner dans aucun cas, et si avantageux que ce pût être pour lui, le droit du peuple soudanais à décider, au moment voulu, de son propre statut.

En réalité, nous avons affaire ici à l'un de ces changements et de ces retours d'opinion, à l'une de ces contradictions imprévisibles qui caractérisent fréquemment l'attitude du Gouvernement de l'Union soviétique.

Peut-être conviendrait-il qu'ici je m'écarte un instant de mon sujet, pour répondre, le plus brièvement possible, aux attaques dirigées contre mon Gouvernement par le représentant de l'Egypte, dans le discours qu'il a prononcé à la 87ème séance plénière. Il s'est plaint à plusieurs reprises de ce que les troupes britanniques ont été cantonnées en Egypte depuis soixante-cinq ans sans le consentement du peuple égyptien et de son Gouvernement. Je ne vais pas m'étendre sur ce sujet; il a été amplement exposé au Conseil de sécurité. L'Assemblée me permettra cependant, j'en suis sûr, de dire que, tout au moins de 1914 à 1918, les troupes britanniques n'ont pas été les malvenues en Egypte; elles ont été aussi les bienvenues lorsqu'elles ont arrêté l'avance fasciste à El Alamein, et lorsqu'elles ont repoussé les fascistes au delà d'El Alamein avec l'aide de nos alliés de l'Afrique, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Inde. Il sied mal à un représentant de Nokrashy Pacha de ne pas reconnaître ici ou à toute autre tribune la valeur de ce traité de 1936 dont Nokrashy Pacha a été lui-même l'un des signataires.

Mais revenons au discours de M. Vyshinsky. Je donnerai un autre exemple de ce manque absolu de logique, si flagrant que M. Vyshinsky, dont nous admirons tous l'esprit agile et précis, n'aura certainement pas manqué de s'en apercevoir. M. Vyshinsky s'est livré à une nouvelle attaque, et je suis certain que n'est pas la dernière, contre le Plan Marshall et la Conférence de Paris. Il est évident, je l'espère, que je n'ai naturellement pas d'objection contre cette attaque. Mais M. Vyshinsky, nourri de marxisme et se dressant maintenant en champion de la doctrine économique du *laissez-faire*, a fait grand état des droits souverains des pays européens. Comme on l'a souvent démontré, il existe de nombreuses erreurs de conception au sujet de la souveraineté et je me propose de parler plus tard de certaines d'entre elles. Mais en ce qui concerne les seize pays qui ont pris part à la réunion de Paris, personne n'a usé de contrainte, de pression, de sollicitations ou de discriminations politiques envers elles pour les contraindre à le faire. Les Gouvernements de ces Etats ont examiné l'invitation qui leur était adressée conjointement par M. Bidault et par le Secrétaire d'Etat de mon Gouvernement, M. Ernest Bevin, et ils l'ont acceptée de leur propre volonté. D'autres Etats, de leur propre volonté également, j'en suis sûr, ont refusé cette invitation. Il n'a appartenu qu'à eux de décider si, oui ou non, ils prendraient part à la Conférence.

But Mr. Vyshinsky went on, with that command of oratory, to work himself into a frenzy of righteous indignation because the nations that attended are asked to take part in a co-operative effort to plan in a limited fashion the economy of Europe. He bases his indignation on the fact that they—and I quote Mr. Vyshinsky—have an “inalienable right to dispose of their economic resources and to plan their own national economy in their own way”.¹ I think that is most excellent. That seems to me most reasonable. That is the understanding upon which they attended in Paris; that is the right which my Government retains to itself, engaging in only such co-operative planning as it sees fit. But Mr. Vyshinsky proceeds to say that the United States is villainous; it is a disturber of the peace; it is a breaker-up of this international structure. Why? Because apparently it chooses to operate this same inalienable right to its own property which Mr. Vyshinsky approves in every European Power, but disapproves of without reserve in the case of the United States.

There is no consistency here. There is inconsistency, the inconsistency which we always associate with frantic, continuous and irresponsible propaganda, but which can have no place—no place, I repeat—in individuals or in Governments if common arrangements are to be fashioned. If we are going to tackle the problems lying between us, one essential, I believe, is a consistency of attitude. For example, we must try to bring the same judgments to bear on the Egyptian situation, the Greek situation, the Indonesian situation, and to bring to any situation which we fear may disturb international peace the same criteria which, if thought dangerous in Indonesia, will equally be held dangerous in Iran.

But in addition to a sober regard for fact by the operating governments, in addition to a consistent use of criteria and of judgment, if we are to have international agreement and stability there must also be, as I indicated earlier, a willingness among the nations within defined and accepted limits, to submit themselves to international considerations and to accept and operate the decisions or the recommendations of the nations.

Now Mr. Vyshinsky introduced a conception to which Mr. Molotov drew our attention last year, which is completely at variance with these necessities and which I must admit frankly does alarm me. It is the conception of absolute sovereignty.

I believe that at the back of Soviet thinking there is a tactical reason for insisting upon this idea of absolute sovereignty. Professor Korovin, the foremost lawyer of the Soviet Union and a distinguished international figure, whom I remember as a member of the Soviet delegation last year,

Mais M. Vychinsky, avec sa maîtrise oratoire, s'est lancé ensuite dans un accès de vertueuse indignation parce que l'on demande aux pays représentés à la Conférence de participer à un effort de coopération tendant à l'organisation limitée de l'économie de l'Europe. La raison de son indignation est que ces nations — je cite M. Vychinsky — “ont un droit inaliénable à disposer de leurs ressources économiques et à organiser leur économie nationale comme elles le jugent bon”. Ceci me paraît excellent et tout à fait raisonnable et tel a été le point de vue des pays qui ont pris part à la Conférence de Paris. C'est le droit que mon Gouvernement se réserve en ne participant que s'il le juge bon, aux plans de coopération dont il s'agit. Mais M. Vychinsky poursuit en disant que les Etats-Unis sont des misérables, qu'ils troublent la paix et compromettent l'équilibre de la structure internationale. Pourquoi? Parce que, apparemment, les Etats-Unis veulent appliquer à leurs propres ressources ce même droit inaliénable que M. Vychinsky reconnaît à toutes les Puissances européennes, mais qu'il désapprouve sans réserve lorsqu'il s'agit des Etats-Unis.

Il n'y a vraiment là aucune cohérence. Il s'agit d'un véritable manque de logique, d'une incohérence qui, pour nous, va toujours de pair avec une propagande frénétique, continue et irréfléchie, mais qui ne peut avoir sa place — et j'insiste sur ce point — chez les individus ou les Gouvernements si l'on doit aboutir à des accords communs. L'une des choses essentielles, si nous voulons nous attaquer aux problèmes qui nous séparent, est je crois, d'adopter une attitude logique. Nous devons essayer, par exemple, de porter le même jugement sur la situation égyptienne, grecque ou indonésienne et nous efforcer, dans tous les cas où nous pouvons craindre que la paix internationale ne soit menacée, d'appliquer les mêmes critères qui, s'ils sont jugés dangereux dans le cas de l'Indonésie, le seront également dans le cas de l'Iran.

Mais, outre que les Gouvernements intéressés doivent apprécier objectivement les faits, outre la logique qui doit régner dans les critères qu'ils adoptent et dans leur jugement, il faut également, si l'on veut arriver à l'entente internationale et à la stabilité, que, comme je l'ai déjà dit, les nations soient disposées à se soumettre dans certaines limites définies et acceptées, aux considérations internationales et à accepter et appliquer les décisions ou les recommandations des nations.

M. Vychinsky a introduit ici une notion, sur laquelle M. Molotov avait attiré notre attention l'an dernier, qui est en complet désaccord avec ces nécessités et qui, je le déclare franchement, m'effraye. C'est la notion de la souveraineté absolue.

Je crois qu'il existe au fond de la pensée soviétique une raison tactique pour insister sur cette idée de souveraineté absolue. Le professeur Korovin, juriste le plus éminent de l'Union soviétique et personnalité internationale distinguée, qui, à ce que je crois me rappeler, faisait partie de la délégation

¹ See 84th plenary meeting.

¹ Voir la 84^{ème} séance plénière.

in a lecture reported in *Pravda* of 3 May 1947, says this:

"Sovereignty in Generalissimo Stalin's Soviet understanding is a tool"—the word is worth noting; it is, of course, a translation—"is a tool in the struggle of the progressive democratic forces against reactionary-imperialistic forces. Sovereignty under modern conditions is called upon to serve both as a legal and as an international-political barrier in defence against imperialistic encroachments and in providing the opportunity to construct the most progressive public and state forms—socialist and peoples-democratic."

In an article by Professor Korovin in the *Bolshevik* of 19 October 1946, he argues that on the issues of sovereignty and traditional doctrines of international practice the capitalist States aim at maximum limitation, not to say liquidation, of the concept of sovereignty in a world where there exist exploiters and exploited, weak and strong, metropolitan and colonial territories. If sovereignty as well as other legal guarantees of national independence and freedom are thus weakened, he says, this is all to the advantage of the strong and will never benefit the weak. In a world parliament, he argues, the Anglo-American group is certain of a majority, and projects of this kind are merely an attempt of a *bloc* to dictate to the world.

Of course, we all understand the fears of the Soviet Union Government on this subject. It is an emerging Power. It expects, and has confirmed from experience, that on many issues it would have fewer friends and fewer votes than the established Powers. Nevertheless, it surely must be plain that if we are to adhere to this historically dated and outmoded conception of absolute sovereignty, we shall immediately place obstacles in the way of international agreement. In a fashion, it can be argued and can be shown that every treaty is a diminution of national sovereignty. In a fashion, it is true that membership in every international organization takes away from national sovereignty. That may have disadvantages. I do not think so. But it certainly is plain that the disadvantages of non-co-operation, as Mr. Vyshinsky pointed out to us, are much more hazardous. It does mean, if we take the second course of non-co-operation, that the world breaks into at least two parts.

Mr. Vyshinsky quoted in support of his theory the Charter, and I think he quoted it wrongly. The Charter does not insist upon absolute sovereignty. What the Charter does insist upon is the sovereign equality—and those are the operative words—of the Member States; that is to say that what one gives up, the other equally must give up. That is the basis of any international contract: that the partners to the contract voluntarily cede, for certain purposes, functions of their sovereignty.

tion soviétique de l'année dernière, s'exprime ainsi dans une conférence dont a rendu compte la *Pravda* du 3 mai 1947:

"La souveraineté, d'après la conception soviétique du généralissime Staline, est un instrument..." — le mot est à retenir mais il s'agit naturellement d'une traduction —... est un instrument de lutte des forces progressives démocratiques contre les forces réactionnaires impérialistes. La souveraineté, dans les conditions modernes, est appelée à servir à la fois de barrière juridique et de barrière politique internationale pour se défendre contre les empiètements impérialistes et elle doit servir à construire les deux formes publiques et étatiques les plus progressives — le socialisme et la démocratie."

Dans un article paru dans le *Bolshevik* du 19 octobre 1946, le Professeur Korovin soutient que, sur ces questions de souveraineté et de doctrine traditionnelle des usages internationaux, les Etats capitalistes tendent à limiter au maximum si ce n'est à supprimer totalement la notion de souveraineté dans un monde où il y a des exploitants et des exploités, des faibles et des forts, des territoires métropolitains et coloniaux. Si la souveraineté ainsi que d'autres garanties juridiques de l'indépendance et de la liberté nationales sont ainsi diminuées, déclare-t-il, c'est tout à l'avantage des forts, ce ne sera jamais à l'avantage des faibles. Dans un parlement mondial, prétend-il, le groupe anglo-américain est certain d'obtenir la majorité et des projets de ce genre ne constituent qu'une tentative faite par un bloc pour dicter sa volonté au monde.

Nous comprenons tous, naturellement, les craintes du Gouvernement soviétique à ce sujet. C'est une Puissance naissante. Elle s'attend — et elle en a déjà fait l'expérience — à avoir sur beaucoup de questions moins d'amis et moins de voix que les Puissances déjà bien établies. Cependant, il faut bien nous rendre compte que si nous devons nous en tenir à cette vieille conception historique démodée de la souveraineté absolue, nous placerons immédiatement des obstacles sur la voie de l'entente internationale. En un sens, on pourrait soutenir et prouver que tout traité porte atteinte à la souveraineté nationale. En un sens, il est exact que la participation à toute organisation internationale diminue la souveraineté nationale. Cela peut avoir des désavantages. Je ne le crois pas. Mais il est clair que les désavantages de la non-coopération comportent, comme M. Vyshinsky nous l'a fait remarquer, des risques beaucoup plus grands. Si nous adoptons cette seconde formule de la non-coopération, cela signifiera que le monde se scindera au moins en deux parties.

M. Vyshinsky a cité la Charte à l'appui de sa théorie et je crois qu'il l'a citée à tort. La Charte n'insiste pas sur la souveraineté absolue. Ce sur quoi la Charte insiste c'est sur l'égalité souveraine — ce sont les termes essentiels qu'elle emploie — de tous les Etats Membres. Cela revient à dire que ce que l'un abandonne, l'autre doit l'abandonner également. C'est la base de toute convention internationale: les deux parties à ce contrat renoncent volontairement, dans des buts déterminés, à certains éléments de leur souveraineté.

But in fact, surely this is admitted by law, by our presence here. There are problems, not only problems of a political kind but problems of an economic and social kind, that each of our governments admits it cannot solve by unilateral action. Full employment, the limitation of disease, the removal of hunger, the development of energy, apart altogether from the limitation of conflict, are problems which the experts and governments of modern States agree they can tackle only in the context of international action.

Unless, therefore, nations are prepared to come to the table willing to discuss the delimitation of sovereignty in equity and by consent, this United Nations Organization is robbed of its meaning and our presence here is a farce. The functions of the Assembly, of the Security Council, of each of its Councils and all its subsidiary organs are by that attitude thwarted and disturbed. They become instruments through which Powers seek national advantage instead of instruments devised for international common interest.

I want to repeat that I, and all my friends, understand many of the Soviet Union's suspicions and some of its uneasiness. I want to repeat, on behalf of my Government, that we are anxious, and have been anxious, to admit its legitimate aspirations. I want to repeat that, as the Soviet Union Government knows, we are anxious to be on the most cordial terms with it. We have offered to extend our treaty with it. We entered into trade talks with it, and provided the Soviet Union Government discharges its existing financial contract, we are more than willing to continue these discussions. We go to any international conference where the Soviet Union Government considers that attendance might advance international welfare. We have pressed for the ratification of the peace treaties. We are anxious to co-operate in Germany and Japan. We are anxious at all times to place at the disposal of the Soviet Union Government all the diplomatic instruments, all the conferences, all the international instruments available, and to join with the Soviet Union Government, and with other States, in co-operating to carve out the conditions of peace and of stability.

I can fittingly illustrate this unwillingness to co-operate, this insistence by some States on rights not accorded to others, by discussing the history in the last year of the Commission on Conventional Armaments and the Atomic Energy Commission.

Mr. Vyshinsky most properly called to our attention the failure of the United Nations to implement in a satisfactory manner the General

Mais en réalité, c'est ce qui est sûrement admis en droit, notre présence ici n'en est-elle pas la preuve? Chacun de nos gouvernements reconnaît qu'il y a certains problèmes non seulement d'ordre politique mais également d'ordre économique et social, qu'il n'est pas possible de résoudre par des mesures unilatérales. Le plein emploi, la lutte contre les maladies, la suppression de la famine, le développement de l'énergie, sans compter la limitation des conflits, sont autant de problèmes au sujet desquels les experts et les Gouvernements des états modernes sont d'accord pour reconnaître qu'ils ne peuvent être traités que dans le cadre d'une action internationale.

En conséquence, si les nations n'étaient pas disposées à se réunir pour discuter la question de la délimitation de la souveraineté en toute équité et de leur propre consentement, l'Organisation des Nations Unies perdrait toute signification et notre présence ici ne serait qu'une comédie. Le fonctionnement de l'Assemblée, du Conseil de sécurité, de chacun de ses Conseils et de tous ses organismes subsidiaires en serait entravé et bouleversé. Ce ne seraient plus que des instruments permettant aux Puissances de chercher à obtenir des avantages d'un point de vue national au lieu d'être des instruments créés dans un intérêt international commun.

Je tiens à répéter que je comprends bien, de même que tous mes amis, les soupçons de l'Union soviétique et certaines de ses appréhensions. Je répète, au nom de mon Gouvernement, que nous sommes et avons toujours été soucieux d'admettre ses légitimes aspirations. Je répète que, comme le Gouvernement de l'Union soviétique le sait, nous sommes très désireux d'avoir les relations les plus cordiales avec elle. Nous avons offert de prolonger la validité du traité que nous avons conclu avec l'Union soviétique. Nous sommes entrés en pourparlers commerciaux avec elle et, à condition que le Gouvernement de l'Union soviétique s'acquitte de ses obligations financières actuelles, nous sommes tout prêts à poursuivre ces pourparlers. Nous nous présentons à toutes les conférences internationales auxquelles le Gouvernement de l'Union soviétique considère qu'il peut être utile de participer pour faire progresser le bien-être international. Nous avons insisté pour que les traités de paix soient ratifiés. Nous tenons à coopérer en Allemagne et au Japon. Nous tenons également à mettre à tout instant à la disposition du Gouvernement de l'Union soviétique tous les instruments diplomatiques, toutes les conférences, tous les actes internationaux possibles et à joindre nos efforts aux siens et à ceux des autres Etats pour contribuer à l'établissement des conditions de la paix et de la stabilité.

Je puis utilement illustrer cette répugnance à coopérer, cette insistance que mettent certains Etats à demander des droits qui n'ont pas été accordés à d'autres, en évoquant ce qui s'est passé au cours de l'année dernière à la Commission de l'énergie atomique et à la Commission des armements de type classique.

M. Vychinsky, très à propos, a attiré notre attention sur le fait que les Nations Unies n'ont pas réussi à faire appliquer de façon satisfaisante la

Assembly resolution 41 (I), of last December, relating to the regulation and reduction of armaments.¹ There is no doubt that he does a service to the Assembly and to every Government here represented in insisting on the importance of this work.

Of course, Mr. Vyshinsky made his Government appear the angel of the peace. He says that Britain and the United States made it impossible to reach agreement in this field since they proposed—and I quote Mr. Vyshinsky—“such conditions for the reduction of armaments as could not but frustrate the execution of the Assembly resolution in question”. The Soviet Union, on the other hand, “took a number of steps to co-operate in the positive solution”.²

If we examine the proceedings of the Atomic Energy Commission, we shall find that ten of the twelve members of the Commission have pushed on throughout the year with the preparation of plans to control atomic energy as they were directed to do by the Assembly. We shall also find that they have been delayed in their work because the Soviet Union representative, who fortunately has no veto here, continued throughout the year to be guided by his own interpretation of the subject, and therefore refused to conform to the plan of work being developed by the overwhelming majority of the Commission. It is difficult to imagine that the ten nations have been wrong most of the time, and it surely is strange to call the opposition of one, co-operation in international affairs.

I should have to agree that there has been delay in the work of the Commission for Conventional Armaments which was set up by the Security Council only in March. Some of the delay, I am told, was due to fortuitous circumstances and some to pressure of work. But most of it again was caused by the Soviet Union refusal to accept the democratic principle of majority rule and the Soviet Union insistence, even when the Soviet Union delegation was in a minority of one or of two, that it was the duty of the majority to conform to Soviet Union wishes.

Let me give those representatives unfamiliar with the details, and who may think I exaggerate, one instance of this tendency. At the outset of the work of the Commission for Conventional Armaments, the Commission set up a Sub-Committee representing the five permanent members of the Security Council to draft a plan of work. Two drafts were put before the Sub-Committee, one by the United States representative and one by the Soviet Union representative. It is unnecessary to comment on the relative merits of the plans of work, but the United States draft was supported by four delegations and the Soviet Union draft

résolution 41 (I) adoptée par l'Assemblée générale en décembre dernier au sujet de la réglementation et de la réduction des armements¹. Il n'y a pas de doute que M. Vychinsky rend un grand service à l'Assemblée et à tous les Gouvernements ici présents lorsqu'il insiste sur l'importance de ce travail.

Naturellement, M. Vychinsky a représenté son Gouvernement comme l'ange de la paix. Il déclare que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont empêché d'aboutir à un accord dans ce domaine, étant donné qu'ils ont proposé — je cite M. Vychinsky — “des conditions telles pour la réduction des armements qu'il était fatal de faire échouer l'application de la résolution de l'Assemblée”. L'Union soviétique, d'autre part, “a pris un certain nombre de mesures pour coopérer à une solution positive”².

Si nous examinons ce qui s'est passé à la Commission de l'énergie atomique, nous constatons que dix des douze membres de cette Commission ont continué pendant toute l'année à préparer des plans tendant au contrôle de l'énergie atomique conformément aux instructions de l'Assemblée générale. Nous nous rendons compte également qu'ils ont été retardés dans ce travail parce que le représentant de l'Union soviétique, qui heureusement ne jouit pas là du droit de veto, a continué pendant toute l'année à se laisser guider par sa propre interprétation de la question, et s'est ainsi refusé à se conformer au plan de travail établi par la majorité écrasante de la Commission. Il est difficile d'imaginer que ces dix pays se sont trompés la majeure partie du temps, et il est certainement étrange de qualifier de coopération en matière internationale l'opposition d'un seul Etat.

Je dois reconnaître qu'il y a eu un certain retard dans le travail de la Commission des armements de type classique, qui n'a été créée par le Conseil de sécurité qu'en mars dernier. Ce retard, m'a-t-on dit, a été dû en partie à des circonstances fortuites et en partie à un surcroît de travail. Mais la plus grande partie de ce retard a été causée par le refus de la délégation de l'Union soviétique de se soumettre au principe démocratique de la règle de la majorité et par l'insistance qu'elle a mise, même lorsqu'elle était en minorité seule ou avec un autre membre, à prétendre qu'il était du devoir de la majorité de se conformer aux désirs de l'Union soviétique.

Permettez-moi de citer un exemple de cette tendance à ceux de nos collègues auxquels ces questions ne sont pas familières et qui pourraient penser que j'exagère. Au début de ses travaux, la Commission des armements de type classique a institué une Sous-Commission comprenant les cinq Membres permanents du Conseil de sécurité, et qui était chargée d'établir un plan de travail. Deux projets furent présentés à cette Sous-Commission, l'un par le représentant des Etats-Unis, l'autre par le représentant de l'Union soviétique. Il est inutile que je m'attarde sur les avantages comparés de chacun de ces deux plans de travail,

¹ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session*; page 65.

² See 84th meeting.

¹ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale au cours de la seconde partie de sa première session*, page 65.

² Voir la 84^{ème} séance plénière.

received no support except from the Soviet Union delegation. But there were days of discussion before the Sub-Committee was able by a vote of four to one to report to the Commission itself in favour of the United States draft. Again, at the Commission the same arguments were displayed with approximately the same result.

But it does not even end there. When the Commission reported to the Security Council, a further enormous amount of time was consumed before the present plan of work was adopted—not by a narrow majority, but by a vote of nine to two. And even now, let me remind the Assembly, the Soviet Union representative in the Working Committee of the Commission has announced that the Soviet Union delegation will follow the repeatedly defeated Soviet Union plan of work.

I am not here primarily concerned with saying that the Soviet Union plan of work was not a good one. I am not here even primarily concerned with singling out the behaviour of the Soviet Union delegation. I am here insisting that it is idle to talk of equality when what is really meant is that one delegation, no matter whom it represents, should arrogate to itself rights which it does not accord to other delegations, and should insist that only its peculiar plans are workable. Business cannot be effectively transacted in the United Nations or in any other international conference if this attitude is maintained.

It is easy to conclude that although in the Atomic Energy Commission and in the Commission on Conventional Armaments there is no veto, the Soviet Union representative has achieved a new weapon—the slow veto. He has retarded the work persistently, not by voting “no”, but by a policy of non-co-operation despite a large majority against him.

As regards atomic energy, with which Mr. Vyshinsky, like other representatives, most properly concerned himself, it is alleged that the United States has refused to prohibit atomic weapons or to permit immediate inspection of plants. As I understand this subject—and it would be highly improper if I did not try to understand it—the United States is ready to subscribe to the prohibition of atomic weapons as soon as an effective security system is working in all its particulars. And upon the same conditions, as I understand it, the United States is ready not only to have its plants inspected, but actually to see them placed under the ownership and management of an international agency or commission. I am not concerned here with what red herrings, in the way of newspaper quotations, are offered to the Assembly.

If my understanding of the United States attitude is confirmed by a study of the appropriate

mais il convient de remarquer que le projet des Etats-Unis fut appuyé par quatre délégations alors que celui de l'Union soviétique n'était soutenu que par la délégation soviétique elle-même. Cependant, la discussion s'est prolongée pendant des jours entiers, avant que la Sous-Commission ait été en mesure, à la suite d'un vote de quatre voix contre une, de présenter à la Commission, un rapport favorable au projet des Etats-Unis. Devant la Commission, les mêmes arguments furent renouvelés et aboutirent à peu près au même résultat.

Mais ce n'est pas tout. Lorsque la Commission soumit le rapport au Conseil de sécurité, il fallut un temps énorme avant que le plan de travail actuel fût adopté, non pas à une faible majorité, mais par un vote de neuf voix contre deux. Et maintenant même, je me permets de le rappeler à l'Assemblée, le représentant de l'Union soviétique au Comité de travail de la Commission a fait connaître que sa délégation continuerait à se conformer au plan de travail soviétique, qui cependant avait été constamment rejeté.

Mon but, à cette tribune, n'est pas principalement de dire que le plan de travail soviétique n'était pas bon, ni même de faire ressortir l'attitude de la délégation soviétique. Le point sur lequel je veux insister ici, c'est qu'il est vain de parler d'égalité lorsque, en réalité, on veut dire qu'une délégation, quel que soit le pays qu'elle représente, doit s'arroger des droits qu'elle n'accorde pas aux autres délégations et soutenir que seuls les plans qu'elle élabore peuvent être appliqués. Il est impossible d'aboutir à des résultats efficaces dans l'Organisation des Nations Unies ou dans toute autre conférence internationale, si l'on s'en tient à cette attitude.

Il est facile de se rendre compte que si, à la Commission de l'énergie atomique et à la Commission des armements de type classique, le veto n'existe pas, le représentant de l'Union soviétique n'en est pas moins arrivé à forger une arme nouvelle: le veto par la lenteur. Il a constamment ralenti les débats, non pas en votant “non” mais en pratiquant une politique de non-coopération, malgré la forte majorité qui était contre lui.

Pour ce qui est de l'énergie atomique — et M. Vychinsky, comme les autres représentants, s'est attaché avec juste raison à cette question — on a prétendu que les Etats-Unis se sont refusés à interdire l'emploi des armes atomiques et à autoriser l'inspection immédiate des installations. Si je comprends bien la question, et j'aurais vraiment mauvaise grâce à ne pas m'efforcer de la comprendre, les Etats-Unis sont disposés à accepter l'interdiction des armes atomiques aussitôt qu'un système de sécurité efficace fonctionnera dans tous ses détails. Et, à mon sens encore, les Etats-Unis sont disposés, dans les mêmes conditions, non seulement à autoriser l'inspection de leurs installations mais à voir celles-ci devenir la propriété et être placées sous la direction d'une institution internationale ou d'une commission internationale. Je n'ai pas à m'occuper ici des citations de journaux par lesquelles on essaie d'égaler l'attention de l'Assemblée.

Si l'exactitude de mon interprétation est corroborée par l'étude des documents relatifs à la ques-

documents, if the United States representative is willing to come to this stand, as I have no doubt he is, to confirm that that is the attitude of the United States administration, then I say it is one of the most remarkable offers recorded in the history of disarmament proposals. If I am to be disputed, let Mr. Vyshinsky come again to this rostrum to tell us of some monopoly of the Soviet Union in armaments which he and his Government are willing and anxious to place under international ownership and control.

Let me turn for a moment, in an effort to have a correct perspective on this subject, to the Soviet Union proposals for atomic energy control. They were not tabled, it is worth while saying, until 11 June. Because of their lateness, they did in a fashion cut across the plans already being developed by other members of the Commission. Nevertheless, as was its duty, His Majesty's Government gave the Soviet Union proposals the most sympathetic consideration. At first sight the proposals did not seem to offer the security necessary to justify the internationalization of this dangerous scientific force. Even then, my Government felt it proper to elucidate as clearly as possible what the Government of the Soviet Union had in mind. To this end we submitted a questionnaire. The answers are available to all representatives. The inquiry did not produce the assurances for which we had hoped, and as a result we had in fact no practical alternative but to confine our efforts to the development of the control plan already under preparation by the majority group. It is, I think, desirable that the Assembly should know that although work on this plan has still a long way to go, and must continue to be the object of intensive and detailed study, it is developing along lines which give promise of general security.

The immediate point is that, if the Assembly is disturbed by the slow progress made by these two Commissions—although the progress they have made should not be underestimated—it has an obligation to satisfy itself as to the cause of the delay; and I am certain that it must conclude, as I have already indicated, that the blame for the delay should be laid upon the shoulders of the Soviet Union Government.

Let me also say this. No country knows more about disarmament than ours. We disarmed up to such a point that at the beginning of the last war we were almost defeated. No one has given fuller evidence of its willingness to co-operate internationally in all disarmament proposals than our country. But we have a duty as a free, elected government to our free, electing citizens, and we must be chary of risking the lives of our countrymen again without proper means of defence. The charges hurled against us here and elsewhere that we are warmongers are nonsense. We have dis-

tion, si le représentant des Etats-Unis consent à venir à cette tribune — et je suis certain qu'il est disposé à le faire — pour confirmer que telle est bien l'attitude de l'Administration des Etats-Unis, je dirai alors que nous assistons à l'une des offres les plus sensationnelles qui aient été faites au cours de l'histoire des propositions de désarmement. Si je dois être contredit, que M. Vychinsky monte de nouveau à cette tribune pour nous citer un exemple d'armement dont l'Union soviétique a le monopole et que son Gouvernement et M. Vychinsky lui-même consentent et tiennent à placer sous un régime de propriété et de contrôle international.

Qu'il me soit permis, pour essayer d'avoir une perspective exacte du sujet, de revenir un instant sur les propositions soviétiques tendant au contrôle de l'énergie atomique. Elles n'ont été déposées — et cela vaut la peine d'être souligné — que le 11 juin. En raison de cette date tardive, elles sont en quelque sorte venues contrecarrer les plans déjà élaborés par d'autres membres de la Commission. Néanmoins, le Gouvernement de Sa Majesté a comme c'était son devoir, examiné les propositions soviétiques dans le plus grand esprit de compréhension. A première vue, ces propositions ne semblaient pas offrir la garantie de sécurité suffisante pour justifier l'internationalisation de ces dangereuses ressources de la science. Malgré cela, le Gouvernement britannique a estimé qu'il convenait de faire préciser aussi clairement que possible les intentions du Gouvernement de l'Union soviétique en la matière. A cette fin, il a soumis un questionnaire dont les réponses sont à la disposition de tous les représentants. L'enquête n'a pas permis d'obtenir les assurances que nous espérons et, en fin de compte, il ne nous restait pratiquement qu'à limiter nos efforts à l'élaboration du plan de contrôle qu'un groupe de la majorité était déjà occupé à préparer. A mon avis, il est bon que l'Assemblée sache que, s'il reste encore beaucoup à faire au sujet de ce plan et s'il doit continuer à faire l'objet d'une étude approfondie et détaillée, il progresse néanmoins dans un sens qui permet d'espérer que l'on arrivera à la sécurité générale.

La question immédiate est la suivante: si l'Assemblée s'inquiète de la lenteur des progrès réalisés par ces deux Commissions — bien qu'il ne faille pas sous-estimer ces progrès — elle est dans l'obligation de rechercher la cause de ce retard. Or, je suis certain qu'il lui faudra conclure, comme je l'ai déjà indiqué, que la faute doit être imputée au Gouvernement de l'Union soviétique.

Qu'il me soit permis d'ajouter encore qu'aucun pays n'a plus que la Grande-Bretagne l'expérience du désarmement. Elle a désarmé à tel point qu'au début de la dernière guerre, elle a failli être vaincue. Aucun autre pays n'a donné de plus grandes preuves de son désir de coopérer sur le plan international à toutes les propositions de désarmement. Mais, en tant que gouvernement librement mandaté, nous avons envers ceux qui nous ont librement élus, le devoir d'être prudents et de ne pas risquer d'engager de nouveau la vie de nos compatriotes sans disposer de moyens de défense

armed and demobilized and are engaged in carrying our demobilization still farther. We are co-operating in disarmament, as I have shown, and will continue in that co-operation.

But I repeat on behalf of my Government with all the solemnity I can command, that there can be no systematic disarmament without a real basis in collective security, and my Government is pledged, and pledges itself again, that if the nations will get down to creating such collective security in which everyone will co-operate, they will find Great Britain in the forefront playing her part in this most essential task. Armaments are the result of insecurity; therefore security must take precedence over disarmament. It is to that end that we steadily direct ourselves.

But there can be no road to security as long as there is mistrust among the nations primarily charged with the job of producing it. One of the roads towards security must be the establishment of trust among the main allies. Further, as long as there is mystery and exclusion, there is a probability of mistrust. When Mr. Vyshinsky argued at the eighty-fourth plenary meeting—I have no doubt in perfect sincerity—that his Government was distressed, disturbed and angered at the statements by individual Americans that the Soviet Union was preparing for war and was a war-monger, I wanted to say this: that the reply is not to imprison any individual, American or British, or to suppress any American or British newspapers. The reply is to open the doors of the Soviet Union so that the nations and the peoples of these nations, who have such great sympathy with this new and emerging Power, can see what is going on. The reply is not to criticize others because they allow their citizens to speak freely, but to urge that all countries should tolerate views freely expressed by citizens of free States. The truth needs neither stratagems nor defence.

Mr. Vyshinsky also accused us of seeking to divide Europe. This is a monstrous accusation and a good example of my argument here. From the moment that the European war ended, from Potsdam onwards, every argument we have presented on this subject has been based on the economic unity of Germany, together with the need for ensuring that under proper control this economic unity would contribute to the rehabilitation of all Europe. We have been thwarted and frustrated by disagreement and again by a policy of non-cooperation.

It is proper here that I should repeat what has already been said in the House of Commons, that the November meeting of the Council of Foreign Ministers seems almost the last chance for securing any agreement on Europe. Further, we made

appropriés. Il est absurde de nous accuser, comme on l'a fait ici et ailleurs, d'être des fauteurs de guerre. Nous avons désarmé et démobilisé et nous pousserons notre démobilisation plus loin encore. Nous coopérons au désarmement, comme je l'ai dit, et nous continuerons à le faire.

Cependant, je le répète au nom de mon Gouvernement et dans les termes les plus solennels, il ne saurait y avoir de désarmement systématique s'il ne repose vraiment sur la sécurité collective. Mon Gouvernement a pris l'engagement, qu'il renouvelle aujourd'hui, d'être l'un de ceux que l'on trouvera à l'avant-garde pour jouer son rôle dans cette tâche primordiale, si les nations entreprennent résolument de créer un système de sécurité collective auquel toutes participeront. Les armements sont le produit de l'insécurité; il faut donc que la sécurité vienne avant le désarmement. C'est vers ce but que nous tendons nos efforts.

Mais il ne peut y avoir de voie qui conduise à la sécurité tant que la méfiance régnera entre les nations à qui incombe au premier chef la charge de faire naître la sécurité. L'un des moyens d'y parvenir est de rétablir la confiance entre les principaux alliés. De plus, tant que régnera une atmosphère de mystère et d'exclusion, il est probable que cette méfiance persistera. Lorsque M. Vyshinsky disait, à la quatre-vingt-quatrième séance, en toute sincérité, je n'en doute pas, que son Gouvernement éprouve de l'affliction, de l'inquiétude et du courroux devant les déclarations de certaines personnalités américaines au dire desquelles son pays se prépare à la guerre et est fauteur de guerre, je voulais répliquer que, pour répondre à ces accusations, il ne s'agit pas d'emprisonner une personnalité quelconque, américaine ou britannique, ni d'interdire un journal américain ou britannique. La réponse consiste à ouvrir les frontières de l'Union soviétique de façon que les nations et les peuples, qui considèrent l'essor de cette nouvelle Puissance avec la plus grande sympathie, puissent voir ce qui s'y passe. La réponse ne consiste pas à critiquer les autres parce qu'ils permettent à leurs citoyens de parler librement, mais à insister pour que tous les pays tolèrent les vues librement exprimées par les citoyens d'Etats libres. La vérité n'a besoin de recourir ni à la ruse, ni à la défense.

M. Vyshinsky nous a également accusés de chercher à diviser l'Europe. C'est là une accusation monstrueuse qui illustre mon raisonnement. Dès la cessation des hostilités en Europe et depuis les accords de Potsdam, tous les arguments que nous avons présentés sur ce sujet ont reposé sur l'unité économique de l'Allemagne et aussi sur la nécessité de faire en sorte que, soumise à un contrôle approprié, cette unité économique puisse contribuer au relèvement de toute l'Europe. Le défaut d'entente ainsi que la politique de non-coopération ont entravé nos efforts et les ont rendus vains.

Il me faut répéter devant cette Assemblée ce qui a déjà été dit à la Chambre des communes: la session de novembre du Conseil des ministres des Affaires étrangères semble, pour ainsi dire, la dernière chance que l'on ait d'aboutir à

it plain—and we repeat—that we support the Four Power Treaty proposal for security against Germany, and we are still willing to join in guaranteeing the peace of Europe in any specific instrument. The division of Germany, the rejection of the treaty which might have meant peace to Europe, was not decided by us.

I feel I have been belabouring the obvious. If I have done so, it is not out of vanity, but out of a disturbed sincerity. The obvious is that, if there is a willingness to co-operate by all nations, this Organization can work. There is no need for us to be divided by political, still less by territorial, questions.

Mr. Molotov said at the Assembly last year: "Our people long for lasting peace and believe that only in peace conditions can economic well-being and real prosperity be guaranteed for many years to come, together with the free life of the common people and of all mankind".¹ That is also the objective of my Government. To that end, we have displayed co-operation at every stage in the operation of the United Nations and at every international conference. We harbour no hostility towards the Soviet Union or towards any other nation. Our designs are plain; our doors are open; our Press, our people and our Parliament are free. And I repeat that for these purposes the United Nations is at once the mainspring of our policy and the prime instrument of our policy. We have nothing to hide. We are willing to co-operate to try to secure that objective to which I have just alluded.

Mr. Masaryk told us at the eighty-seventh plenary meeting that the most important element in Europe was the small nation. Mr. Bidault told us, in a forceful and spirited speech, that modern Europe is the heart and core of our way of living, as well as our problem. I knew what both meant. They both moved me; but I think that neither was quite right.

We represent here, as has been so frequently said, the common men to whom Mr. Molotov referred, the mute inglorious Miltons, the Cromwells, guiltless of their countries' blood. Whoever phrased the Charter, whoever signed it—these, the common men, are the real authors of it. For a moment a regime, a despot, a tyrant may prevail against them; but it is only for a moment. Their heroism, their persistence is the very matter of history, and I say that we are here as the custodians of a Charter that, politically and economically at any rate, represents the fate of the common man now. If we damage this Charter, if

un accord au sujet de l'Europe. En outre, nous l'avons clairement spécifié et nous le répétons, nous appuyons le projet de traité des quatre Puissances tendant à établir des garanties de sécurité contre l'Allemagne et nous sommes toujours disposés à nous associer à la garantie de la paix de l'Europe en signant à cet effet un instrument particulier. La décision de diviser l'Allemagne et de repousser le traité qui aurait pu établir la paix de l'Europe, ce n'est pas nous qui l'avons prise.

Je crois avoir trop insisté sur ce qui est l'évidence même. Si tel est le cas, ce n'est pas par vanité que j'ai agi, mais poussé par un sentiment de sincérité inquiète. Il est évident que c'est seulement si toutes les nations sont disposées à coopérer que notre Organisation pourra poursuivre son œuvre. Nous n'avons nullement besoin que des questions politiques, et encore moins des questions territoriales, viennent nous diviser.

L'année dernière, M. Molotov a dit devant l'Assemblée: "Notre peuple souhaite une paix durable car il estime que seule la paix peut assurer de longues années de véritable prospérité et de bien-être économique, ainsi que la liberté de la masse du peuple et de l'humanité tout entière".¹ Tel est également l'objectif de mon Gouvernement. A cette fin, nous avons fait preuve d'un grand esprit de coopération dans toutes les phases des travaux de l'Organisation des Nations Unies et dans toutes les conférences internationales. Nous ne nourrissons aucun sentiment hostile à l'égard de l'Union soviétique et de n'importe quelle autre nation. Nos desseins sont nets; nos portes sont ouvertes; notre presse, notre peuple et notre parlement sont libres. Je répète que dans ce domaine les Nations Unies sont à la fois la cheville ouvrière et le premier instrument de notre politique. Nous n'avons rien à dissimuler. Nous sommes disposés à coopérer afin d'essayer d'atteindre l'objectif que je viens d'indiquer.

M. Masaryk a dit à la quatre-vingt-septième séance plénière que l'élément le plus important en Europe, ce sont les petites nations. M. Bidault nous a rappelé, dans un discours plein de force et d'ardeur que l'Europe moderne est le cœur de notre civilisation comme elle en est le point névralgique. Je savais ce que tous deux voulaient dire; tous deux m'ont ému, mais, à mon sens, ni l'un ni l'autre n'ont tout à fait raison.

Nous représentons ici, comme on l'a dit si souvent, le commun des hommes dont M. Molotov a parlé, les Miltons silencieux et humbles, les Cromwells qui n'ont pas versé le sang de leurs compatriotes, pour reprendre les termes du poète. Quels que soient ceux qui ont rédigé la Charte, quels que soient ceux qui l'ont signée, ce sont ceux-là, le commun des hommes, qui en sont les véritables auteurs. Il se peut que, pendant un temps, un régime, un despote ou un tyran les dominent mais ce n'est jamais que momentanément. C'est de leur héroïsme, de leur ténacité, qu'est faite l'histoire et je déclare que nous sommes ici

¹ See Official Records of the second part of the first session of the General Assembly, plenary meetings, page 845.

¹ Voir les Documents officiels de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale, séances plénières, page 845.

we harm it, if we fall short of it, if we come here brave in our power and arrogance and our cunning, then for a moment we may succeed; but history, which is the common man, will overtake us and damn us forever.

The PRESIDENT (*translated from French*): I call on the representative of Colombia.

Mr. LÓPEZ (Colombia): Hopes for the success of the United Nations were running very high in the closing days of the first session of the General Assembly. Few of us, if any, left this hall last December in the belief that six months later the United Nations as an instrument of peace and world security would appear to be failing, much as the League of Nations did. None of us imagined that we should come back to work here haunted by the fear of another war.

We gathered here in October 1946 under dense clouds of indifference and pessimism: pessimism arising from the disappointment of the Paris Conference where the great Powers had unsuccessfully tried to reach an agreement regarding the peace settlements with the totalitarian aggressors, and indifference, to a surprising degree, from this great metropolis.

There was no heartening enthusiasm to greet the representatives upon their arrival. On the contrary, Westchester and other adjoining counties made only too manifest their unwillingness to have the headquarters of our Organization located in their midst. But, fortunately, within a few weeks that outlook changed for the better. San Francisco, Philadelphia, and Boston very generously invited the United Nations to have its seat established within their boundaries, offering substantial contributions as an inducement to have their invitations accepted, in competition with the City of New York. By the time the Rockefeller family made known its readiness to make a gift of the site where the United Nations would be splendidly housed, we all felt assured that the Organization would enjoy here unsurpassed facilities for the fulfilment of its tasks.

In the meantime, the debates on the most controversial questions of our agenda had encouragingly spread the impression that through discussion and compromise we were achieving a very satisfactory measure of international co-operation. Optimism was well-nigh universal when Mr. Spaak, in his farewell speech,¹ summarized,

¹ See *Official Records of the second part of the first session of the General Assembly*, plenary meetings, page 1471.

les gardiens d'une Charte qui, politiquement et économiquement en tout cas, représente le destin du commun des hommes actuellement. Si nous portons atteinte à cette Charte, si nous lui nuisons, si nous lui manquons, si nous nous présentons devant cette Assemblée avec arrogance, remplis du sentiment de notre puissance et de notre habileté, il se peut que nous connaissions le succès pendant un temps, mais l'histoire, qui est le fait du commun des hommes, aura raison de nous et nous condamnera pour toujours.

Le PRÉSIDENT: Je donne la parole au représentant de la Colombie.

M. LÓPEZ (Colombie) (*traduit de l'anglais*): L'espoir dans le succès des Nations Unies était très grand pendant les derniers jours de la première session de l'Assemblée générale. Bien peu d'entre nous, si même il y en eut, quittèrent cette salle, en décembre dernier en croyant que, six mois plus tard, l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'instrument de paix et de sécurité dans le monde, semblerait avoir échoué tout comme l'a fait la Société des Nations. Aucun de nous n'imaginait que nous reviendrions reprendre ici nos travaux, hantés par la crainte d'une nouvelle guerre.

Nous nous sommes réunis dans cette salle en octobre 1946, sous de lourds nuages d'indifférence et de pessimisme. Le pessimisme était né des déceptions causées par la Conférence de Paris où les grandes Puissances avaient essayé en vain d'arriver à un accord concernant les traités de paix avec les agresseurs totalitaires. Quant à l'indifférence, elle venait, à un degré étonnant, de cette grande métropole.

Les délégués, à leur arrivée, ne furent pas accueillis avec un enthousiasme encourageant. Au contraire, le Westchester et les autres comtés avoisinants ne manifestèrent que trop clairement qu'ils ne tenaient pas à voir le siège de notre Organisation s'établir sur leur territoire. Mais heureusement, au bout de quelques semaines, tout ceci se modifia dans le bon sens. Les Nations Unies furent généreusement invitées à s'établir à San-Francisco, à Philadelphie ou à Boston, et ces diverses villes offrirent des contributions importantes pour que leur invitation fût acceptée et pour faire concurrence à la ville de New-York. Au moment où la famille Rockefeller fit connaître qu'elle était disposée à faire don aux Nations Unies d'un emplacement où l'Organisation serait magnifiquement installée, nous eûmes tous la certitude que l'Organisation aurait ici des facilités inégalables pour l'accomplissement de sa tâche.

Entre temps, les débats sur les points les plus controversés de notre ordre du jour avaient de plus en plus donné l'impression encourageante que, grâce à la discussion et à l'esprit de compromis, on arrivait à un degré satisfaisant de coopération internationale. L'optimisme n'était pas loin d'être universel lorsque, dans son discours

¹ Voir *Documents officiels de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale*, séances plénières, page 1471.

with pride which we all shared, the accomplishments of the General Assembly.

The Assembly did very useful work indeed. Some of its most important resolutions gave the world no small promise of a better future. Members will probably recall that the Security Council was invited to formulate for consideration at a special session of the General Assembly, according to their priority, the practical measures essential to provide for the general regulation and control of armaments and to ensure that such regulation and control, including the census of troops and weapons, would be generally observed by all participants and not unilaterally by some of them.

Thus far, however, no such measures have been agreed upon by all the permanent members of the Security Council on conventional armaments or on atomic energy control, or on the elimination from national armaments of all major weapons adaptable to mass destruction, or on the armed forces to be made available to the Security Council for the purpose of maintaining international peace and security, or on the evacuation of foreign troops stationed on the territories of Member States without their consent.

Months and months of constant and fruitless effort have elapsed without any prospect of a reasonably early agreement between the Soviet Union on the one hand, and China, France, the United Kingdom and the United States of America on the other.

The Security Council has held one hundred and thirteen meetings during the past eight months; but hard as all of its members have tried to come to positive conclusions, the Council has lamentably few results to show.

It has not been found possible to make a satisfactory start on the implementation of the General Assembly resolutions of 14 December 1946¹ owing to the everpresent conflict of opinion among the great Powers, as expressed by their representatives, regarding the question of priority in the consideration of the various aspects of disarmament. In the opinion of the United Kingdom, international arrangements for collective security should be completed before any practical measures to regulate or reduce armaments and armed forces are actually adopted. The Soviet Union maintains that the general regulation and reduction of armaments is a prerequisite of collective security. The United States has consistently held to the view that only after peace is concluded and security is well organized will the reduction of armaments be politically feasible. The United States insists that strict international control of atomic energy must be established before the pro-

d'adieu, M. Spaak résuma, avec une fierté que nous partageons, les résultats obtenus par l'Assemblée générale.

L'Assemblée a fait, en vérité, un travail très utile. Quelques-unes de ses résolutions les plus importantes ont donné au monde de grandes promesses d'un avenir meilleur. Vous vous souviendrez, sans doute, que le Conseil de sécurité avait été prié d'élaborer et de transmettre pour examen à une session spéciale de l'Assemblée générale, d'après leur ordre de priorité, les mesures pratiques qui s'imposaient en vue d'assurer la réglementation générale et le contrôle des armements et pour faire en sorte que cette réglementation et ce contrôle, y compris le recensement des forces armées et des armements, soient observés par l'ensemble des Etats participants et non pas unilatéralement par quelques-uns d'entre eux.

Cependant, jusqu'ici, aucune mesure de ce genre n'a fait l'objet d'un accord entre tous les membres permanents du Conseil de sécurité soit en ce qui concerne les armements de type classique, le contrôle de l'énergie atomique, l'élimination, dans les armements nationaux, de toutes les armes capables de destructions massives, soit en ce qui concerne les forces armées à mettre à la disposition du Conseil de sécurité en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales, soit enfin en ce qui concerne l'évacuation des forces armées étrangères cantonnées sur les territoires d'Etats Membres sans le consentement de ces derniers.

Des mois et des mois d'efforts constants mais infructueux se sont écoulés sans que l'on ait vu poindre aucune perspective d'un accord assez prochain entre l'Union Soviétique, d'une part, et la Chine, la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, d'autre part.

Le Conseil de sécurité a tenu cent treize séances pendant les huit derniers mois; et malgré les efforts inlassables de tous ses membres pour parvenir à des conclusions positives, le Conseil ne peut malheureusement faire état que de résultats bien minces.

Il n'a pas été possible de donner un commencement d'exécution satisfaisant aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale le 14 décembre 1946¹, en raison des divergences d'opinion incessantes entre les grandes Puissances, manifestées par leurs représentants, sur la question de la priorité à donner à l'examen des divers aspects du désarmement. Pour le Gouvernement du Royaume-Uni, les accords internationaux tendant à la sécurité collective devraient être réalisés avant que soient effectivement prises les mesures pratiques visant à la réglementation ou à la réduction des armements et des forces armées. Le Gouvernement de l'Union soviétique soutient que la réglementation générale et la réduction des armements sont la condition préliminaire de la sécurité collective. Les Etats-Unis ont toujours été d'avis que c'est seulement quand la paix sera conclue et que la sécurité sera bien organisée que la réduction des armements sera politiquement possible.

¹ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session, resolutions 41 (I) and 42 (I)*.

¹ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session, résolutions 41 (I) et 42 (I)*, pages 65 et 67.

hibition or elimination of atomic weapons can be put into effect. Secretary of State Marshall, in no uncertain terms, reaffirmed this position of his Government in his address to the Assembly.

But it is not alone the work of the Security Council which has fallen short of our expectations. Very important resolutions of the General Assembly have gone by default, if I may be allowed so to express myself. Just as the will of the majority of the Security Council has too often been frustrated through the operation of the rule of unanimity among its permanent members, the will of the majority of the General Assembly has likewise been frustrated through the non-compliance of some States with its recommendations.

Not all the Governments of the United Nations recalled their ambassadors and ministers plenipotentiary accredited to the Franco Government of Spain, as they were asked to do.¹ The General Assembly very solemnly recorded its opinion that the treatment of Indians in the Union of South Africa should be in conformity with the international obligations under the agreements concluded between the two Governments and the relevant provisions of the Charter.² But in a document answering India's complaint³ that the Government of the Union of South Africa has done nothing to carry out last year's Assembly resolution, the Union of South Africa contends that the elimination of all racial distinctions in the Union would cause immediate chaos and disaster by upsetting conditions necessary for the beneficial development of all groups in the country.⁴

Moreover, it is fresh in our memories that on 19 November 1946 the Assembly unanimously adopted a declaration that it is in the higher interests of humanity to bring about an immediate cessation of religious and so-called racial persecution and discrimination, and invited the Governments and responsible authorities to conform to both the letter and the spirit of the Charter and to take the most prompt and energetic steps to that end.⁵ But no steps of any nature whatsoever have been taken to that end. Religious and racial discrimination is rampant not only in the Near and the Far East, but also in the very heart of Western civilization. We should not have any Jewish problem if there were no such discrimination. We should not have displaced persons' concentration camps in Europe. It is a sad fact that, two years after the cease-fire order was given in Germany, the four fundamental freedoms remain as distant as, if not further

¹ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session*, resolution 39 (I).

² *Ibid.*, resolution 44 (I).

³ See document A/373, page 9.

⁴ See document A/387, pages 7-9.

⁵ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session*, resolution 103 (I).

Les Etats-Unis insistent sur l'idée qu'un strict contrôle international de l'énergie atomique doit être institué avant que l'interdiction ou l'élimination des armes atomiques puissent être mises en vigueur. Le Secrétaire d'Etat, M. Marshall, a réaffirmé en termes catégoriques dans son discours à l'Assemblée, la position de son Gouvernement.

Cependant, le Conseil de sécurité n'est pas le seul organisme dont les travaux aient déçu notre attente. Des résolutions extrêmement importantes de l'Assemblée générale sont restées lettre morte, si je puis dire. Tout comme la volonté de la majorité au Conseil de sécurité a trop souvent été neutralisée en raison de l'application de la règle de l'unanimité entre les membres permanents, de même la volonté de la majorité à l'Assemblée générale a été mise en échec parce que certains Etats ont refusé de se conformer à ses recommandations.

Les Gouvernements des Etats Membres des Nations Unies n'ont pas tous rappelé leurs ambassadeurs et ministres plénipotentiaires accrédités auprès du Gouvernement franquiste d'Espagne, comme ils avaient été invités à le faire¹. L'Assemblée générale a solennellement déclaré que le traitement des Hindous établis dans l'Union Sud-Africaine devrait être conforme aux obligations internationales contractées par les deux Etats en vertu des accords intervenus entre eux et aux dispositions correspondantes de la Charte². Cependant, dans un document répondant à la plainte de l'Inde³ selon laquelle le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'a rien fait pour donner suite à la résolution de l'Assemblée générale de l'année dernière, l'Union Sud-Africaine fait valoir que la suppression de toute distinction de race dans l'Union provoquerait immédiatement du désordre et aurait des conséquences désastreuses en bouleversant des conditions qui sont nécessaires à l'évolution harmonieuse de tous les groupes ethniques dans le pays⁴.

En outre, nous avons tous présent à l'esprit que, le 19 novembre 1946, l'Assemblée a adopté à l'unanimité une déclaration proclamant que, dans l'intérêt supérieur de l'humanité, il convient de mettre immédiatement fin aux persécutions religieuses et à ce que l'on a appelé des discriminations raciales; cette déclaration invite aussi les Gouvernements et les autorités responsables à se conformer tant à la lettre qu'à l'esprit de la Charte et à prendre les mesures les plus promptes et les plus énergiques à cette fin⁵. Or aucune mesure de quelque nature que ce soit, n'a été prise à ce sujet. Les discriminations religieuses et raciales sévissent toujours non seulement dans le Proche-Orient et en Extrême-Orient, mais encore au cœur même des pays de civilisation occidentale. Le problème juif n'existerait pas s'il n'y avait pas de discriminations de ce genre et nous n'aurions pas non plus en Europe de camps de concentra-

¹ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session*, page 68, résolution 39 (I).

² *Ibid.*, résolution 44 (I), page 69.

³ Voir document A/373 page 18.

⁴ Voir document A/387 pages 12, 28 et 29.

⁵ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session*, résolution 103 (I), page 200.

removed than, they were in 1939 from the lot of the common man. If anything, the common man can say that, with the passing of President Roosevelt, the four freedoms lost their most powerful and sincere spokesman. Neither peace nor security is yet in sight in the Old World.

In place of peace, liberty and economic security, as Secretary of State Marshall has been the last in high authority to remind us, we find menace, repression and dire want. Such, to our mind, is, briefly stated, the situation with which the General Assembly will have to deal in its second regular session.

But when we look back on so many disquieting developments, rather than feeling disheartened or exasperated, we are rather glad to remember a remark of former Secretary of State Byrnes in one of his radio addresses to the American people shortly after his return from Paris. "It is always an arduous task," Mr. Byrnes explained, "to reconcile the opposing points of view of the victorious allies when the time comes to agree on the terms of peace; but it is better that the world should witness the shock of conflicting ideas than an armed conflict."

The Colombian delegation firmly believes that the key to peace is to be found in the ability of nations to give free expression to their disagreements until a satisfactory solution is arrived at. In the general debate last year, we stated that we do not believe that either the vote of the majority or the veto can, by itself, guarantee the world's peace. Colombia reluctantly agreed to have the right of veto granted to the five permanent members of the Security Council, and from the very beginning has logically supported the proposals submitted with a view to solving the divergencies that have arisen in regard to the interpretation and application of Article 27 of the Charter.

We therefore readily concur in the suggested modification of the unanimity requirement with respect to recommendations under Chapter VI of the Charter and such matters as applications for membership in the Organization. But we continue to be strongly in favour also of regulating the vote as the normal means of arriving at the most important decisions. In our judgment, the vote of a majority should be exercised in international affairs as it has been done by the Latin American countries, with the utmost discretion.

Liberalization of the voting procedure in the Security Council, as well as in the General Assembly and other organs of the United Nations, has become imperative for the successful development of the Organization. Both the numerical force of the vote and the right of veto should be wisely regulated and restricted. If they are, we anticipate that our debates will succeed in narrowing, rather than widening as heretofore, the

tion de personnes déplacées. Il est attristant de constater que, deux ans après que l'ordre de cesser le feu a été donné en Allemagne, la masse des hommes est aussi loin de jouir des Quatre Libertés fondamentales qu'elle l'était en 1939 et peut-être même davantage. On peut dire, en tous cas, qu'en perdant le Président Roosevelt, la masse des hommes a perdu le champion le plus puissant et le plus sincère de ces Quatre Libertés. Le vieux monde ne voit pas encore poindre l'aurore d'une ère de paix et de sécurité.

Au lieu de la paix, de la liberté et de la sécurité économique, comme nous l'a rappelé, avec sa haute autorité, M. Marshall, nous trouvons la menace, la répression et la plus grande misère. Telle est, en quelques mots, selon nous, la situation à laquelle l'Assemblée générale devra faire face au cours de sa deuxième session ordinaire.

Mais quand nous considérons rétrospectivement tant de faits inquiétants, au lieu de nous sentir découragés et irrités, nous nous rappelons plutôt avec satisfaction la remarque faite par l'ancien Secrétaire d'Etat américain, M. Byrnes, dans une de ses déclarations radiodiffusées au peuple américain, peu de temps après son retour de Paris. "C'est toujours une tâche ardue, a-t-il dit, que de concilier les points de vue divergents d'alliés victorieux lorsque le moment est venu de se mettre d'accord sur les conditions de la paix; mais il vaut mieux que le monde assiste au conflit des idées qu'à un conflit armé."

La délégation de la Colombie est fermement convaincue que la clé de la paix se trouve dans la possibilité qu'ont les nations de manifester librement leurs désaccords en attendant de parvenir à une solution satisfaisante. L'an dernier, au cours de la discussion générale, nous avons déclaré qu'à notre sens, ni le vote de la majorité ni le veto ne pouvaient suffire par eux-mêmes à garantir la paix du monde. La Colombie a accepté à contre-cœur de voir le privilège du veto accordé aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité et, dès le début, elle a logiquement appuyé les propositions tendant à régler les désaccords qui se sont fait jour à propos de l'interprétation et de l'application de l'Article 27 de la Charte.

Nous approuvons donc volontiers la modification proposée au sujet de la règle de l'unanimité en ce qui concerne les recommandations visées au Chapitre VI de la Charte et les questions telles que celle des demandes d'admission comme Membres de l'Organisation. Mais nous sommes toujours partisans de la réglementation du vote en tant que moyen normal d'aboutir aux décisions les plus importantes. A notre avis, il faut, dans les affaires internationales, faire du vote de la majorité l'usage le plus discret, comme l'ont fait les pays de l'Amérique latine.

L'assouplissement de la procédure de vote au sein du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des autres organes des Nations Unies est maintenant indispensable au développement et au succès de l'Organisation. Il faut restreindre et réglementer judicieusement aussi bien la force numérique du vote que le droit de veto. Par ce moyen, nos débats réussiront, nous l'espérons, à diminuer et non à élargir, comme cela a été le

breach between the Soviet Union and the United States. We shall not have a showdown between them at every meeting of the Security Council or of the General Assembly, and the role of the small nations in bringing about an understanding between the East and the West will be seen to become more effective from day to day.

But whatever the voting procedures and practices that we may adopt to ensure the prompt and effective functioning of the Security Council and the General Assembly, we must bear constantly in mind that, veto or no veto, all major decisions in international security and policy call for unanimity among the great Powers. It would perhaps be more exact to say that they require it. And whether we like it or not, we must face, with a good deal of understanding, the fact that those Powers generally follow the line of action that best conforms to their national interests, rather than to the principles of the Charter or to the prestige of the United Nations.

So far, the world has witnessed a continuing misunderstanding between the United States and the Soviet Union, and is anxious to ascertain the possibilities of active co-operation instead of systematic opposition between the two Governments and their agents in every international meeting. If the membership of the Security Council cannot be enlarged, giving more adequate representation to the medium and the smaller countries, the Colombian delegation would welcome the creation of a standing committee of the General Assembly, such as has been recommended by Secretary of State Marshall, in order to discharge its responsibilities under Articles 11 and 14 of the Charter in the broad field of political security and friendly relations among nations.

We think that this Assembly should devise ways and means of letting the majority of the United Nations have a more determining voice in world affairs. Once that is done, we shall have to decide whether we want to work in accordance with the principles and purposes of our Organization, without regard to differences in national policies or conflicting ideologies.

We are committed to co-operate in the establishment of a new world order, but the old remains less firmly entrenched in our mental habits than in the provisions of the Charter which enable all Member States, and more particularly the strongest, to invoke domestic jurisdiction in order to protect their colonial sovereignty rights, as they conceive them, against the threat of collective action, or to maintain racial or religious discriminations which we all should seek to see abolished.

While we are reconsidering our structure, it is timely to note that the prestige of the United Nations has been steadfastly declining because leading European and American States have bypassed the Organization or disregarded the recommendations of its principal organs whenever their intervention has threatened to interfere with or prejudice their national policies or wishes. Not only the abuse of the veto, but the lack of binding

cas jusqu'ici, la brèche qui sépare l'Union soviétique et les Etats-Unis. Nous ne les verrons plus se heurter ouvertement à chaque séance du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale et les petites nations pourront contribuer de plus en plus efficacement à la compréhension entre l'Est et l'Ouest.

Mais, quelles que soient les procédures de vote que nous puissions adopter pour assurer le fonctionnement prompt et efficace du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, nous ne devons pas oublier qu'avec ou sans le veto, toutes les décisions importantes touchant la politique et la sécurité internationales demandent l'unanimité des grandes Puissances. Il serait peut-être plus exact de dire qu'elles l'exigent. Que cela nous plaise ou non, nous devons reconnaître, avec beaucoup de compréhension, que les grandes Puissances suivent la ligne de conduite la plus conforme à leurs intérêts nationaux, plutôt qu'aux principes de la Charte et au prestige des Nations Unies.

Le monde a, jusqu'ici, été le témoin de malentendus continuels entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et il aspire à voir une coopération active faire suite à cette opposition systématique qui se manifeste entre les deux Gouvernements et leurs représentants dans toutes les réunions internationales. Si l'on ne peut élargir la composition du Conseil de sécurité en accordant une représentation plus adéquate aux moyens et aux petits pays, la délégation de la Colombie accueillerait avec satisfaction la création d'une commission permanente de l'Assemblée générale, telle que celle dont M. Marshall a recommandé l'institution et qui serait chargée de s'acquitter de toutes les tâches prévues aux Articles 11 et 14 de la Charte, dans le vaste domaine de la sécurité politique et des relations amicales entre nations.

Nous estimons que l'Assemblée devrait rechercher les moyens de permettre à la majorité des Nations Unies d'exercer une influence plus déterminante dans les affaires du monde; cela fait, nous aurons à décider si nous voulons travailler en accord avec les principes et les buts de notre Organisation, sans tenir compte des divergences entre les politiques nationales ni des conflits d'idéologies.

Nous devons collaborer à l'établissement d'un nouvel ordre mondial, mais l'ancien est encore plus fermement ancré dans nos habitudes mentales que dans les dispositions de la Charte qui permet à tous les Etats Membres, et surtout aux plus forts d'entre eux, d'invoquer la juridiction nationale pour protéger leurs droits de souveraineté coloniale, tels qu'ils les conçoivent, contre la menace d'une action collective ou pour maintenir les discriminations raciales ou religieuses que nous devrions tous nous efforcer d'abolir.

Puisque nous réexaminons la structure de notre Organisation, il convient de faire remarquer que le prestige des Nations Unies a constamment baissé parce que les principaux Etats européens et américains ont agi en dehors de l'Organisation ou n'ont pas tenu compte des recommandations de ses principaux organes toutes les fois que ceux-ci, par leur intervention, menaçaient de contrecarrer leur politique nationale ou leurs désirs, ou bien de

strength which has made itself evident in the recommendations of the General Assembly and the Security Council, have helped to defeat the will of the majority, as clearly expressed in the Spanish question, the Greek case, and the Indian dispute with South Africa, the last two of which have already been placed on our agenda, and in the Indonesian affair, which gave the world such an unexpected example of solidarity among the colonial Powers.

According to our understanding, Member States are no longer free to enact legislation in contradiction to the principles and purposes of our Organization. The question arises whether they should bring their laws and administrative regulations into conformity with such purposes and principles, and if so, when and how they should ~~proceed~~ to do it, or whether they are at liberty to keep them on their statute books for an indefinite time without alteration. This is, unless we are very much mistaken, the heart of our problem. Are we really willing to comply with all the provisions of the Charter? Can any State overlook, obstruct or contravene any of its provisions, having freely accepted them, including Article 103, under which "In the event of a conflict between the obligations of the Members of the United Nations under the present Charter and their obligations under any other international agreement, their obligations under the present Charter shall prevail"? Do we want to promote the change to a new world order or to preserve the *status quo*?

We all want change, of course, and some of us even look for it with eagerness. We know it is an essential condition of progress, and when we stop to reflect on the volume and speed of major developments in our time, we cannot fail to realize that both the speed and the volume are so unprecedented that our sense of proportion and perspective has naturally become confused and uncertain.

We demand and expect swift action in time of peace as we were accustomed to see it taken during the war period. We have a blurred vision of the changing world around us. We seem to think that the work of rehabilitation can be carried out nearly as fast as the work of destruction or that it can be as thoroughly completed in a few years. To be concrete, we are inclined to believe that France, for instance, can return to normal living conditions almost as quickly as it was overrun by the German armies; or that Belgium and Holland will soon recover from the effects of the invasion; or that Great Britain can regain its former economic strength as rapidly as it spent its energy and resources in four continents meeting the challenge of the totalitarian aggressors.

Conversely, we are apt to underestimate the impact of the war on the international position of

leur nuire. Non seulement l'usage abusif du veto, mais aussi le manque de force obligatoire dont l'évidence est apparue dans les recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ont contribué à empêcher le désir de la majorité de triompher, comme ce fut le cas pour la question espagnole, la question grecque et le différend entre l'Inde et l'Afrique du Sud, sujets dont les deux derniers ont déjà été inscrits à notre ordre du jour, ainsi que pour la question indonésienne qui a donné au monde un exemple si inattendu de solidarité parmi les Puissances coloniales.

A notre point de vue, les Etats Membres n'ont plus le droit d'adopter une législation qui soit en contradiction avec les principes et les buts de notre Organisation. La question se pose de savoir si les Etats Membres doivent mettre leur législation et leurs règlements en harmonie avec ces buts et ces principes et, s'il en est ainsi, de quelle façon et quand ils doivent le faire, ou si, au contraire, ils sont libres de les conserver indéfiniment tels quels dans leurs recueils de lois. Sauf erreur de notre part, c'est bien là le nœud du problème. Sommes-nous réellement disposés à nous conformer à toutes les dispositions de la Charte? Un Etat quelconque peut-il, après les avoir librement acceptées, passer outre, faire obstacle ou contrevenir à l'une quelconque de ces dispositions, y compris l'Article 103 selon lequel "en cas de conflit entre les obligations des Membres des Nations Unies en vertu de la présente Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières prévaudront"? Voulons-nous encourager cette évolution vers un nouvel ordre mondial ou conserver le *statu quo*?

Nous sommes tous partisans d'un changement et certains d'entre nous l'attendent même avec impatience. Nous savons que c'est une condition essentielle du progrès et lorsque nous prenons le temps de réfléchir à l'ampleur et à la rapidité d'évolution des plus importants événements actuels, nous ne pouvons manquer de nous rendre compte que l'une et l'autre sont tellement sans précédent que le sens des proportions et la perspective sont devenus pour nous incertains et confus.

Nous avons besoin et nous sommes dans l'attente d'une action aussi rapide en temps de paix que celle à laquelle nous étions habitués en temps de guerre. Nous avons une vision confuse du monde changeant qui nous entoure. Nous semblons croire que l'œuvre de relèvement peut s'accomplir presque aussi vite que l'œuvre de destruction ou que quelques années suffiront à son achèvement. Pour être plus concrets, nous avons tendance à croire que la France par exemple peut revenir à des conditions de vie normales presque aussi rapidement qu'elle a été envahie par les armées allemandes, ou que la Belgique et la Hollande se remettront bientôt des conséquences de l'invasion, ou encore que la Grande-Bretagne peut recouvrer sa puissance économique d'autrefois aussi vite qu'elle a dépensé son énergie et ses ressources sur quatre continents pour répondre au défi des agresseurs totalitaires.

Inversement, nous avons tendance à sous-estimer les effets de la guerre sur la position interna-

the United States and the Soviet Union, and therefore, to start from mistaken standpoints when we attempt to examine their relative importance or their influence in world affairs. We do so much wishful thinking that we can seldom place full confidence in the soundness of our conclusions. More often than not, we find that we have unwittingly taken a very subjective view of Soviet Union policies, actions or intentions, or that we have too readily fallen under an unwarranted fear of communistic domination. On the other hand, from day to day we find it increasingly difficult to grasp the extent and significance of the new responsibilities attaching to the United States as the leading democratic nation and central axis of the world's economy.

Having made the above mental reservations, I should like to add, on behalf of the Colombian delegation, that we are labouring here under the impression that the economic consequences of the Second World War have outrun the political imagination of most of our contemporary statesmen, just as the economic development of this great country, from the outbreak of the First World War until the election of President Roosevelt in 1932, outgrew the training and understanding of the most experienced bankers, the best-informed professors and writers on economic and fiscal science, the most alert minds in public life.

And this is the more surprising to us when we look back into the origins and after-effects of the New Deal policies; for, unless we misread and misunderstand the course of progress in the United States, it appears to us that the Truman administration is evolving a peace-time lend-lease system which sooner or later will include in its operations not only the European countries which have already been invited to discuss plans for their economic reconstruction with United States aid under the so-called Marshall Plan, but also all the nations formerly allied or associated with the United States in the war effort.

This, in our opinion, is a logical development; one that we should welcome and that before long, we feel sure, will be found to have begun to take shape rather fortuitously last March, when the United States moved to take over United Kingdom obligations in Greece and emerged as the dominant voice in the Mediterranean.

It is still being debated whether the Marshall Plan is an extension of or a substitute for the Truman Doctrine. Some people claim that it is only a restatement of policy, emphasizing the constructive features more than the negative, ideological aims. "Our policy", Secretary Marshall said, "is directed not against any country or doctrine, but against hunger, poverty, desperation and chaos. Its purposes should be the revival of a working economy in the world so as to permit the emergence of political and social conditions in

tionale des Etats-Unis et de l'Union soviétique et à partir ainsi de points de vue erronés lorsque nous tentons de juger de leur importance relative ou de leur influence dans les affaires mondiales. Nous prenons tellement nos désirs pour des réalités que nous pouvons très rarement avoir une confiance entière dans le bon sens de nos conclusions. Trop souvent nous constatons que nous avons inconsciemment interprété de façon très subjective la politique, les actes ou les intentions de l'Union soviétique et que nous sommes trop volontiers en proie à une crainte injustifiée de la domination communiste. D'autre part, nous éprouvons chaque jour plus de difficulté à comprendre la signification et l'étendue des nouvelles responsabilités qui incombent aux Etats-Unis d'Amérique en tant que principale nation démocratique et comme axe de l'économie de l'univers.

Ces réserves faites, je voudrais ajouter au nom de la délégation de la Colombie que nous travaillons ici avec l'impression que les conséquences économiques de la deuxième guerre mondiale ont dépassé l'imagination politique de la plupart de nos hommes d'Etat contemporains, exactement comme le développement économique des Etats-Unis, depuis le début de la première guerre mondiale jusqu'à l'élection du Président Roosevelt en 1932, a dépassé le savoir et la compréhension des banquiers les plus expérimentés, des professeurs et des auteurs les plus versés dans les questions économiques et financières, des esprits les plus éveillés de la vie publique.

Cela est d'autant plus surprenant pour nous lorsque nous nous reportons aux origines et aux répercussions de la politique du *New Deal*. Car, à moins que nous ne nous trompions sur l'évolution des Etats-Unis, il semble que l'Administration du Président Truman soit en train d'élaborer un système de prêt et bail du temps de paix qui, tôt ou tard, inclura dans ses opérations non seulement les pays européens qui ont déjà été invités à examiner les plans de leur reconstruction économique avec l'aide américaine, d'après ce qu'on a appelé le plan Marshall, mais également toutes les nations qui ont été les alliées ou les associées des Etats-Unis dans l'effort de guerre.

C'est là, à notre avis, une évolution logique, une évolution que nous devons accueillir favorablement et dont nous reconnaitrons sous peu, nous en sommes sûrs, qu'elle a commencé à se dessiner, de façon plutôt fortuite, au mois de mars dernier lorsque les Etats-Unis ont pris des mesures en vue d'assumer les obligations du Royaume-Uni en Grèce et ont été appelés ainsi à jouer un rôle prépondérant dans la Méditerranée.

La question de savoir si le plan Marshall constitue une extension de la doctrine Truman ou s'il se substitue à celle-ci, continue à être discutée. Certains n'y voient qu'une nouvelle affirmation de cette politique, mettant en valeur son aspect constructif plutôt que ses buts idéologiques négatifs. "Notre politique, a déclaré M. Marshall, est dirigée non pas contre un pays ou une doctrine, mais contre la faim, la misère, le désespoir et le chaos. Son but devrait être de faire renaître une économie viable dans le monde afin de permettre

which free institutions can exist. Such assistance," Mr. Marshall added, "... must not be on a piecemeal basis as various crises develop."

We prefer to think that in an early future the Marshall Plan will be recognized as the second and unforeseen stage of a great historical process whose economic and political objectives will command wider and wider acceptance as they are made to appear more and more consistent with the above declaration.

The Lend-Lease Act was primarily designed to provide Great Britain and its allies with war materials and foodstuffs which they could not continue to buy here under the cash-and-carry plan in the amount required to resist the German onslaught successfully. As active hostilities extended over the whole world, country after country applied to Washington and received liberal assistance; but it can be safely stated that not even after Pearl Harbour did any one anticipate that advances to allied and associated nations would ever approach the stupendous sum of fifty thousand million dollars, or that these advances would entail a monetary loss to the United States of forty thousand million. Yet, while they were being made, hardly anybody complained or objected. By common consent, help to win the war was freely given. It was universally understood and accepted that peoples fighting on the side of the democratic Powers should be furnished with arms and ammunition on easy terms.

Now we have been asked to appoint a commission, the main task of which will be to see that the Greek guerrillas do not receive outside aid. Such a commission is intended to take the place of the commission of investigation and conciliation which the majority of the Security Council was unable to set up over the will of one of its permanent members. We shall presently hear a repetition of the charges and countercharges which have become familiar to our ears, regarding border incidents, civil war and misgovernment in Greece. In all likelihood, the unilateral action taken by the United States will be debated again, and we shall be glad to be reassured of its unflinching determination to support and enhance the prestige of the United Nations.

But, most probably, before the new commission is appointed and it begins to discharge its duties, preliminary credits, granted under the Marshall Plan, will be flowing to sixteen different European nations.

President Truman, in his message to Congress on the eastern Mediterranean situation, stated that the United States contributed 341 thousand million dollars towards winning the Second World War, and this he called an investment in world

l'établissement de conditions politiques et sociales dans le cadre desquelles puissent exister des institutions libres. Une telle aide, a ajouté M. Marshall, ne doit pas être apportée de façon intermittente, au fur et à mesure que se développent les diverses crises."

Nous préférons penser que, dans un avenir proche, le plan Marshall sera reconnu comme la deuxième étape, une étape imprévue, d'une grande évolution historique dont les objectifs économiques et politiques seront de plus en plus largement acceptés au fur et à mesure qu'ils apparaîtront mieux en accord avec la déclaration que je viens de mentionner.

A l'origine, la loi de prêt et bail a eu pour but de fournir à la Grande-Bretagne et à ses alliés le matériel de guerre et les produits alimentaires dont ils ne pouvaient plus, aux termes du système *cash-and-carry* acheter des quantités suffisantes pour résister victorieusement à l'assaut allemand. Lorsque les hostilités se sont effectivement étendues au monde entier, les pays, les uns après les autres, se sont tournés vers Washington et en ont reçu une aide généreuse. Mais on peut déclarer sans crainte de se tromper que, même après Pearl Harbor, personne ne prévoyait que les avances faites aux alliés et aux nations associées approcheraient de la somme stupéfiante de cinquante milliards de dollars ou que ces avances se solderaient par une perte monétaire de quarante milliards de dollars pour les Etats-Unis. Cependant, à l'époque, il ne s'est trouvé personne pour soulever des plaintes ou des objections contre ces avances. D'un commun accord, on contribuait à la victoire sans compter. Tout le monde comprenait et reconnaissait qu'il fallait fournir, avec des facilités de paiement, des armes et des munitions aux peuples qui combattaient aux côtés des Puissances démocratiques.

On nous demande maintenant de nommer une commission qui aurait pour tâche essentielle de veiller à ce que les partisans grecs ne reçoivent aucune aide extérieure. Cette commission est destinée à prendre la place de la commission d'enquête et de conciliation que la majorité du Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de constituer par suite de l'opposition d'un de ses membres permanents. Nous allons entendre ici de nouveau les accusations et les contre-accusations qui nous sont devenues familières en ce qui concerne les incidents de frontière, la guerre civile et l'incapacité du Gouvernement grec. Selon toute vraisemblance, les mesures unilatérales prises par les Etats-Unis feront de nouveau l'objet de discussions, et nous serons heureux d'entendre une fois de plus les Etats-Unis réaffirmer leur résolution inébranlable de soutenir le prestige des Nations Unies.

Mais avant que la nouvelle commission soit constituée et avant qu'elle ne commence à fonctionner, des crédits préliminaires seront très probablement accordés en vertu du plan Marshall à seize nations européennes différentes.

Dans son message au Congrès sur la situation en Méditerranée orientale, le Président Truman a déclaré que les Etats-Unis avaient apporté une contribution de 341 milliards de dollars pour gagner la seconde guerre mondiale et il a qualifié

freedom and world peace. Referring to the specific object of his message, President Truman very significantly added: "The assistance that I am recommending for Greece and Turkey amounts to little more than one-tenth of one per cent of this investment. It is only common sense that we should safeguard this investment and make sure that it was not in vain."

Greece and Turkey were given, in accordance with this recommendation, 400 million dollars. Shortly afterwards, on 5 June, Secretary of State Marshall, in view of the increasing demand for additional loans for western European countries, declared at Harvard University that United States assistance, to be effective, must not be on a piecemeal basis and should be offered to a general plan for European recovery, initiated by the Europeans themselves.

Experts have been at work ever since, calculating the sums required for the economic rehabilitation of Europe, not including the countries inside the Soviet Union sphere of influence; and they have placed the aggregate amount in the neighbourhood of twenty thousand million dollars. Some estimates raise it above this figure; others try to reduce the assistance expected from the United States.

Assuming that the Congress of the United States is found to be willing to implement the Marshall Plan to this amount—and we should not be in the least surprised if it does—is it not pertinent to ask whether the benefits of the Plan, or more properly speaking, the benefits of United States help, cannot be as generously extended to other continents?

The Colombian delegation ventures to expect that when the matter is discussed in Washington, and perhaps before that, it will be clearly seen that the economic rehabilitation of the European manufacturing nations cannot be carried very far if the immense mass of consumers in the Austral Hemisphere, Africa, Asia, and the Americas remain in dire want and their purchasing power is not concurrently and considerably stimulated.

We are in the short line of those who believe that a bold and generous implementation of the Marshall Plan is essential to world recovery. Crises of lesser importance, but which, like the European, threaten the political and economic stability of many countries, are developing in different sections of the globe. The demands for development are quite often as pressing as the demands for reconstruction. The New World is as much in need of credit facilities, machinery, transport equipment and technical help as the Old. Granted that recovery in Europe must have precedence over rehabilitation or new growth in other continents, the fact remains that both are part and parcel of the world scheme of economic and political readjustments of the post-war era.

cette contribution de placement fait pour la liberté et la paix du monde. Faisant allusion au but précis de son message, le Président Truman a ajouté de façon très significative: "L'aide que je recommande pour la Grèce et la Turquie dépasse à peine un millième de ce placement. Le seul bon sens veut que nous sauvegardions ce placement que nous veillions à ce qu'il n'ait pas été fait en vain."

Conformément à cette recommandation, la Grèce et la Turquie ont reçu 400 millions de dollars. Peu après, le 5 juin, vu la demande accrue d'emprunts complémentaires pour les pays d'Europe occidentale, M. Marshall a déclaré à l'Université Harvard que, pour être efficace, l'aide américaine ne devait pas être apportée de façon intermittente, mais qu'elle devrait être offerte pour un plan d'ensemble de relèvement de l'Europe dont l'initiative reviendrait aux Européens eux-mêmes.

Depuis lors, des experts travaillent à calculer les sommes nécessaires à la reconstruction économique de l'Europe, à l'exclusion des pays de la sphère d'influence de l'Union soviétique; ils estiment que le total avoisinerait vingt milliards de dollars. Certaines prévisions dépassent ce chiffre; d'autres tendent à réduire l'aide attendue des Etats-Unis.

A supposer que le Congrès des Etats-Unis soit disposé à rendre possible l'exécution du Plan Marshall jusqu'à concurrence de cette somme — et cela ne nous surprendrait pas du tout — n'est-il pas à propos de demander si les avantages de ce plan, ou pour mieux dire les bienfaits de l'aide américaine, ne peuvent pas s'étendre de façon aussi généreuse à d'autres continents?

La délégation de la Colombie ose penser que, quand la question sera discutée à Washington, et peut-être avant, il apparaîtra clairement que la reconstruction économique des nations industrielles de l'Europe ne saurait aller bien loin si l'immense masse des consommateurs de l'hémisphère austral, de l'Afrique, de l'Asie et des Amériques continue à souffrir d'une dure pénurie, et si son pouvoir d'achat ne se trouve pas stimulé parallèlement dans une large mesure.

Nous sommes du petit groupe de ceux qui croient qu'une application hardie et généreuse du Plan Marshall est essentielle au relèvement du monde. Des crises moins importantes que la crise européenne, mais qui, comme elle, menacent la stabilité économique de beaucoup de pays, se manifestent en différents points du globe. Les besoins de développement économique sont bien souvent aussi pressants que les besoins de reconstruction. Le nouveau monde a besoin, autant que l'ancien, de crédits, de machines, de moyens de transport et d'aide technique. Même en admettant que le redressement de l'Europe doive avoir priorité sur la reconstruction ou un nouveau développement économique des autres continents, il n'en reste pas moins vrai que l'un et l'autre sont parties intégrantes de tout système mondial de réorganisation économique et politique de l'après-guerre.

It is the privilege of those who have the means to give, and no country in history has been known to possess resources and accumulated wealth of comparable proportions to the United States. None has as generously demonstrated its readiness to share its fortune and advantages with other people. An investment of thirty or thirty-five thousand million dollars in world prosperity and peace would signal the transition to a new world order under the leadership of the United States and give the United States an epoch-making opportunity to help mankind out of its present tribulations. We sincerely believe that the opportunity is worth the price.

The Congress of the United States, the American people, will most probably hesitate to grant the necessary authority for the implementation of the Marshall Plan, enlarged as we have made free to express. Collaboration in normal times moves more slowly than when the guns are roaring, and it is usually more restricted. It is easier to lend-lease ships, tanks and ammunition than foodstuffs, clothes or industrial and agricultural machinery. But it can be seen that a peace-time lend-lease can be put into effect at considerably less cost than the original lend-lease system for war purposes, not to mention that the results would be more revolutionary and far-reaching.

But we doubt very much whether the political implications of a proposal of this nature will not appeal very strongly to the intelligence and the feelings of the American people, who are coming so rapidly and forcibly to realize how much their attitude and the policies of their Government have to do with the future welfare of the world. The outstanding fact of our day is the astonishing growth of American influence in all human affairs.

We are very deeply impressed by the imposing proportions of United States economic power. The United States is producing sixty per cent of the entire output of the world. Moreover, the remaining forty per cent depends in no small measure upon the United States for credit, marketing and transportation, for raw products, mechanical equipment and technical skill. The dollar shortage in every corner of the earth arises from the almost universal inability to meet payments for United States goods and services. Importations have been reduced everywhere in order to relieve that shortage, and the scarcity of goods is driving prices up. Inflation is seriously undermining existing political and economic conditions.

When we see so many indications of an approaching depression abroad, we cannot help turning our eyes to the United States, not in a necessitous attitude nor trying to draw upon the good will of the American people, but with an encouraging belief in the wonderful changes that would be brought about in all the present international tensions, were the United States to give

C'est à ceux qui en ont les moyens qu'il appartient de donner. Jamais dans l'histoire on n'a connu de pays dont les ressources et la richesse globale fussent de proportions comparables à celles des Etats-Unis. Aucun n'a manifesté aussi généreusement son empressement à partager sa fortune et ses avantages avec d'autres peuples. L'investissement de 30 ou 35 milliards de dollars pour la prospérité et la paix du monde marquerait la transition vers un nouvel ordre mondial sous la direction des Etats-Unis, et donnerait à ceux-ci une occasion historique d'aider l'humanité à sortir de ses épreuves actuelles. Nous croyons sincèrement qu'une telle occasion vaut ce prix.

Le Congrès des Etats-Unis, le peuple américain, hésiteront très probablement à permettre la mise en œuvre d'un Plan Marshall, élargi comme nous avons pris la liberté de le suggérer. En temps normal, la coopération progresse plus lentement que lorsque retentit le grondement des canons et elle est généralement plus réduite. Il est plus facile de fournir, selon le système de prêt-bail, des navires, des chars et des munitions que des produits alimentaires, des vêtements, des machines industrielles et agricoles. Mais on peut se rendre compte qu'un système de prêt-bail peut être appliqué en temps de paix à beaucoup moins de frais que celui qui a été originellement institué pour les besoins de la guerre, sans compter que les résultats seraient plus extraordinaires et d'une portée plus grande.

Nous nous demandons vraiment si les conséquences politiques qu'implique une proposition de cette nature ne toucheront pas très vivement l'intelligence et le cœur du peuple américain qui en vient si rapidement et avec tant de force à se rendre compte de la mesure dans laquelle son attitude et la politique de son Gouvernement influent sur le bien-être futur du monde. Le fait saillant de notre époque est l'étonnant progrès de l'influence américaine dans toutes les affaires humaines.

Nous sommes très profondément impressionnés par les proportions imposantes de la puissance économique des Etats-Unis. La production des Etats-Unis représente soixante pour cent de la production mondiale. De plus, la production des quarante pour cent qui restent est largement tributaire des Etats-Unis pour les crédits, les matières premières, l'outillage et la main-d'œuvre qualifiée. La pénurie de dollars qui sévit dans tous les coins du monde provient de l'impossibilité presque universelle dans laquelle les pays se trouvent de payer les produits et les services américains. On a réduit partout les importations pour remédier à cette rareté du dollar et la pénurie de produits fait monter les prix. L'inflation sape dangereusement la situation politique et économique actuelle.

En voyant dans les autres pays tant de signes précurseurs d'une crise, nous ne pouvons nous empêcher de tourner nos regards vers les Etats-Unis, non pas en quémailleurs, ni pour essayer d'exploiter la bonne volonté du peuple américain, mais encouragés par la certitude des changements merveilleux qui surviendraient dans toute la tension internationale actuelle si les Etats-Unis don-

definite hope of aid to other continents in the investigation and solution of their problems.

In other words, if the United States decided to assert its leadership now, as it did during the war years, accepting the unparalleled responsibilities of such a great world undertaking, we believe that we should then have the most fruitful co-operation between great and small nations in building a new world order, and that we have the best guide to action by the General Assembly in President Truman's words at the opening of our session last year. President Truman said on that occasion:

"The war has left many parts of the world in turmoil. Differences have arisen among the Allies. It will not help us to pretend that this is not the case. But it is not necessary to exaggerate those differences. For my part, I believe there is no difference of interest that need stand in the way of settling these problems and settling them in accordance with the principles of the United Nations Charter. Above all, we must not permit differences in economic and social systems to stand in the way of peace, either now or in the future. To permit the United Nations to be broken into irreconcilable parts by different political philosophies would bring disaster to the world."¹

The PRESIDENT: We shall adjourn now and meet again at 3.30 p.m.

The meeting rose at 1.50 p.m.

EIGHTY-NINTH PLENARY MEETING

*Held in the General Assembly Hall
at Flushing Meadow, New York,
on Monday, 22 September 1947, at 3.30 p.m.*

President: Mr. O. ARANHA (Brazil).

16. Continuation of the General Debate

The PRESIDENT: I call upon the representative of the Dominican Republic.

Mr. DESPRADEL (Dominican Republic) (*translated from Spanish*): The voice of the Dominican Republic, which is raised, not for the first time, in support of mankind's endeavour to defend peace based on justice, has a moral right to be heard in these precincts because of the sincerity which has inspired the actions of the Dominican people throughout their history.

In the darkest days of the war, when the fate of the democracies appeared still uncertain, our

¹ See *Official Records of the second part of the first session of the General Assembly*, plenary meetings, page 685.

naient aux autres continents un espoir positif d'assistance dans l'étude et la solution de leurs difficultés.

En d'autres termes, si les Etats-Unis décidaient d'assumer maintenant un rôle de direction, comme ils l'ont fait pendant les années de guerre, en acceptant les responsabilités sans précédent qu'implique une entreprise mondiale d'une telle envergure, nous croyons qu'on verrait alors les grandes et les petites nations coopérer de la façon la plus fructueuse à l'établissement d'un nouvel ordre mondial; nous croyons aussi que l'Assemblée ne peut trouver de meilleures directives que dans les paroles prononcées par le Président Truman à l'ouverture de notre session de l'année dernière. Il a dit alors:

"La guerre a laissé de furieux remous dans de nombreuses parties du monde. Des divergences ont surgi parmi les Alliés. A quoi bon essayer de les nier. Mais il ne faut pas non plus en exagérer l'importance. Personnellement, je ne crois pas qu'il existe des divergences d'intérêt susceptibles d'empêcher qu'on règle ces problèmes, et qu'on les règle conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. Avant tout, nous ne devons pas permettre que des différences entre les systèmes économiques et sociaux constituent un obstacle sur le chemin de la paix, ni maintenant, ni dans l'avenir. Laisser les Nations Unies se scinder en blocs irréconciliables du fait de conceptions politiques différentes, ce serait vouer le monde au désastre¹."

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je vais maintenant lever la séance qui sera reprise à 15 h. 30.

La séance est levée à 13 h. 50.

QUATRE-VINGT-NEUVIEME SEANCE PLENIERE

*Tenue dans la salle de l'Assemblée générale, à
Flushing Meadow, New-York,
le lundi 22 septembre 1947, à 15 h. 30.*

Président: M. O. ARANHA (Brésil).

16. Suite de la discussion générale

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): La parole est au représentant de la République Dominicaine.

M. DESPRADEL (République Dominicaine) (*traduit de l'espagnol*): Ce n'est pas la première fois que la République Dominicaine élève la voix en faveur des tentatives entreprises par l'humanité pour défendre l'idée de la paix fondée sur la justice. Elle a l'autorité morale nécessaire pour se faire entendre en cette enceinte en raison de la sincérité des motifs qui l'ont inspirée dans ses actes tout au long de son histoire.

Au cours des jours les plus malheureux de la guerre, alors que le sort des démocraties paraissait

¹ Voir les *Documents officiels de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale, séances plénières*, page 685.